

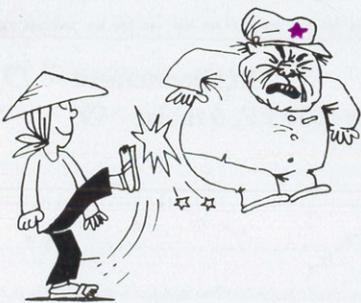
INpreCOR

Numéro 324 du 15 au 28 février 1991 ♦ 15 FF 4 FS 85 FB

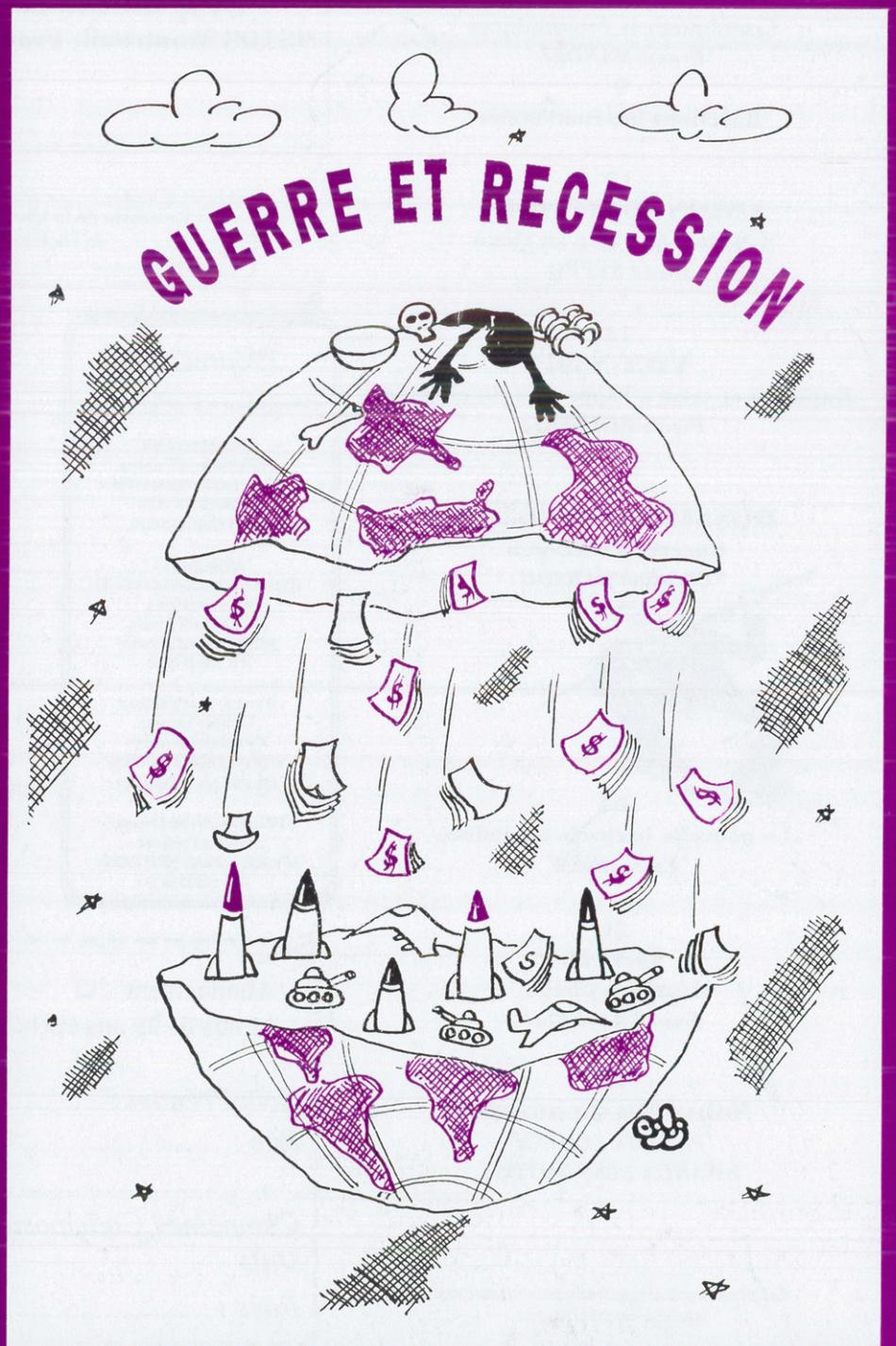
GOLFE
Le marché
des dupes

ITALIE
La pieuvre Gladio

URSS
Les ouvriers
face au chaos



VIET-NAM
La crise du Parti





**SOMMAIRE DU N° 324
DU 15 AU 28 FEVRIER 1991**

3

GOLFE

La cruelle épreuve
INPRECOR

4

Gare aux orteils des impérialistes
Noam CHOMSKY

8

Conséquences économiques
Ernest MANDEL

9

Réactions internationales

10

UNION SOVIETIQUE

Les ouvriers face au chaos
David SEPPO

14

VIET-NAM

Ruptures et crise à l'approche du congrès
Pierre ROUSSET

19

DOSSIER ECONOMIE

Guerre et récession
Christian BARSOC



24

La nouvelle barbarie capitaliste
Peter DREW

26

ITALIE

L'affaire Gladio
Enzo TRAVERSO

28

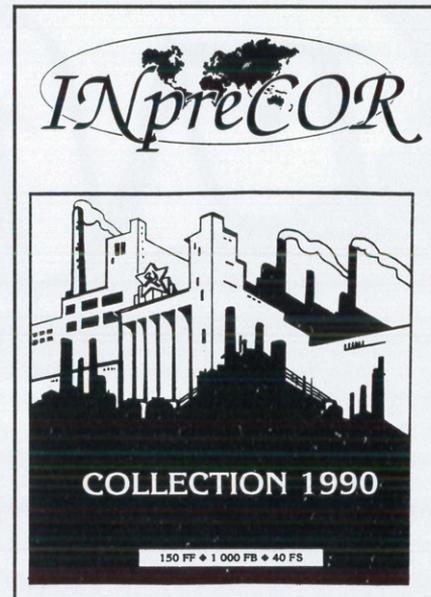
Nouvelles du monde

PANAMA ; CHINE
RWANDA ; LES NOTRES

*Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.*

Avis aux collectionneurs !

Le volume relié de tous les numéros d'*Inprecor* de 1990 est désormais disponible, au prix de 150 FF, 1 000 FB ou 40 FS. Pour vous procurer cette mine d'analyses, de documents et de reportages, vous pouvez passer votre commande à :
Inprecor
2 rue Richard Lenoir
93108 Montreuil, France.



Le dessin de la Une sur la guerre et la récession est extrait de l'hebdomadaire tunisien *Le Magreb*.

INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Éditée par PEC (Presse-Édition-Communication)
Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :
Christian Lamotte
Commission paritaire
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél. : 45 32 06 23

**ABONNEMENT
(22 numéros par an)**

France - Europe
140 FF pour six mois. 280 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient - DOM-TOM
155 FF pour six mois. 310 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie
180 FF pour six mois. 360 FF pour un an.

Pli fermé

France : 200 FF pour six mois. 405 FF pour un an.
Europe : 215 FF pour six mois. 430 FF pour un an.
Autres continents : nous écrire.

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à *Inprecor*,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre,
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte n° 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal
n° 2.322.42 T Paris.



Abonnement

Réabonnement

Moins de 25 ans et chômeurs (100 FF, 6 mois)

Nom Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :



La cruelle épreuve

L'OFFENSIVE terrestre est « inévitable, elle sera dure. Nous entrons dans une phase difficile de la guerre (...). Dans le courant de ce mois la cruelle épreuve de vérité aura lieu » (1).

Cette courte expédition punitive, victorieuse avant même d'avoir été déclenchée, transformée par les tenants du droit et de l'ordre mondial en "croisade contre la force et la barbarie" s'achèvera-t-elle comme une vulgaire guerre de tranchées onéreuse en vies humaines et en dégâts économiques ? Mais, après tout, « la défense des justes causes n'a pas de prix », nous répète-t-on inlassablement ; ce qui, en général, veut dire que le coût de cette guerre sera encore plus élevé qu'on ne le pense.

Que la guerre soit une épreuve, comment en douter ? Des milliers de bombes, même "chirurgicales", ne sont jamais un beau spectacle. Préparant progressivement l'opinion publique à un réveil douloureux, les dirigeants de la coalition impérialiste ont changé peu à peu leur discours : d'une simple application des résolutions des Nations-Unies, nous voilà embarqués dans une véritable entreprise de "pacification mondiale" où il s'agit, ni plus, ni moins, de mettre en place « un nouvel ordre mondial ». Passons sur ces grands principes dont se gargarisent aujourd'hui les Etats-Unis, qui en sont les plus grands violeurs à l'échelle mondiale (voir l'article de Noam Chomski, en p. 4).

Selon les propres mots du président américain, la première phase de destructions massives du potentiel militaire irakien visant à l'immobiliser a été « très, très efficace » (2). La terrible épreuve n'est pas encore arrivée ? Ou bien omet-il, dans sa pseudo-rigueur méthodique avec laquelle il expose, au fil des jours, et à la face du monde, les premiers résultats de la guerre, comme s'il faisait le bilan d'activités d'une entreprise à un Conseil d'administration, la "cruelle vérité" : les milliers de morts irakiens (3).

Bien sûr, le prix à payer pour le peuple irakien, les soldats qui seront tués dans la phase terrestre, le coût humain, Bush, Mitterrand et Major sont déjà assurés de ne pas avoir à le payer eux-mêmes. Quelle que soit l'issue de cette guerre, il est fort probable que les grands de ce monde mourront de leur belle mort.

INPRECOR

Quant au coût, économique cette fois, ils souhaiteraient ne pas le payer eux-mêmes. Mais, dans ce domaine, la cruelle épreuve risque d'être plus dure : la guerre coûte cher et les conséquences économiques risquent d'être importantes (voir l'article d'Ernest Mandel, en p. 8) ; le coût de l'engagement militaire direct américain oscillerait entre 500 millions et 1 milliard de dollars par jour. Selon un économiste de l'université de Princeton, James Love, le prix total de l'effort de guerre américain, y compris les sanctions économiques, devrait atteindre de 164 à 268 milliards de dollars.

L'intention des Etats-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne est, bien sûr d'arriver à faire payer la note à

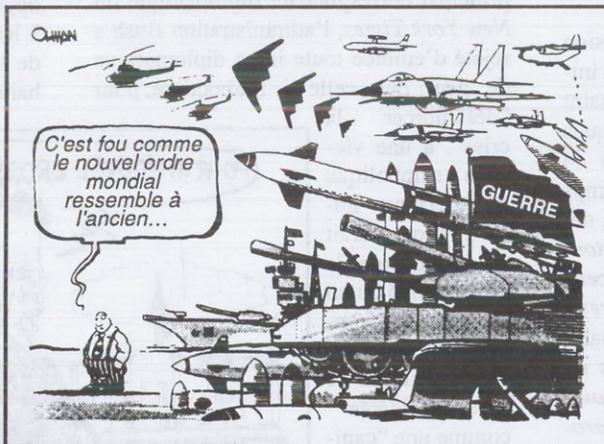
Unis et des alliés, mais aussi de l'aide aux pays de la ligne de front (Egypte, Turquie). Certains, comme l'Allemagne, qui a promis jusqu'à maintenant 9 milliards de dollars, traînent des pieds ; ce pays est plus préoccupé, il est vrai, par la "grande Allemagne" retrouvée que par libération du Koweït (4).

L'épreuve cruelle de vérité aura bien lieu ; l'avertissement de Mitterrand ne s'adressait pas à Saddam Hussein, mais aux peuples de la planète toute entière. Pour Bush, Mitterrand et Major, "la" vérité se confond étrangement avec ce "nouvel ordre mondial" dont il sont aujourd'hui, dans le sang, les bâtisseurs. Pourquoi celui qui sortira de la guerre serait-il plus équitable et plus juste que le précédent ? Pourquoi la paix, impossible au Proche et au Moyen-Orient jusqu'à maintenant, le serait-elle davantage demain ?

La guerre du Golfe éclate en pleine période de récession économique des pays capitalistes et d'appauvrissement sans précédent du tiers monde. Comment le nouvel ordre mondial rétablira-t-il le droit, violé depuis des dizaines d'années, des millions d'hommes et de femmes de ces pays, alors que le pillage économique est à la base même de l'enrichissement des pays impérialistes (voir l'article de Peter Drew, en p. 24) ?

Dans les métropoles impérialistes, les travailleurs payeront la facture de la folie guerrière et seront les premiers à faire les frais de la récession. Quant à la majorité des pays dépendants, étranglés par la dette extérieure, ils continueront sans doute leur lente régression dans le temps ; après la "décennie perdue" des années 80, la barbarie capitaliste et les conséquences de la crise du Moyen-Orient risquent d'accélérer la paupérisation de millions d'Africains et autres Latino-Américains. ★

14 février 1991



d'autres. Fortement touchées par une récession mondiale, cette fois bien présente (voir l'article de Christian Barsoc, en p. 19), leurs économies sont incapables de supporter, à elles seules, une telle pression. Comment, mieux que dans ce conflit, compenser la perte de compétitivité de l'oncle Sam face à ses concurrents allemands et japonais, en bien meilleure santé économique, qu'en les obligeant à financer l'effort de guerre ; les Etats-Unis cherchant, eux, à continuer à jouer un rôle dominant, en devenant le "gendarme du monde".

Ainsi, le Japon, l'Allemagne mais aussi l'Arabie saoudite et le gouvernement en exil du Koweït (services rendus obligent) devraient supporter la plus grande part de l'effort de guerre des Etats-

1) Allocution télévisée de François Mitterrand, le 7 février 1991.

2) Déclaration de Bush, *Herald Tribune* du 12 février.

3) 10 000 selon l'ambassadeur irakien à l'ONU.

4) Selon le secrétaire d'Etat américain, James Baker, les Etats-Unis auraient déjà recueilli plus de 50 milliards de dollars pour les opérations "Bouclier du désert", puis "Tempête du désert", et quelque 14 milliards de dollars pour les pays de la ligne de front.

Gare aux orteils des impérialistes

L'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août 1990, a provoqué une réponse immédiate et déterminée des puissances industrielles. En fait, il y eut, dans un premier temps, deux ripostes différentes : la première, largement approuvée par l'ensemble de la communauté internationale, exigeait des sanctions économiques d'une sévérité sans précédent (1) ; la seconde, prônée principalement par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, tièdement soutenus par leurs alliés, optait pour l'escalade vers la guerre. Cette deuxième solution a finalement triomphé dans les faits, le 17 janvier 1991.

Le 10 janvier 1991, Noam Chomsky, universitaire américain célèbre pour ses prises de positions contre la guerre du Viêt-nam et contre l'intervention de son pays en Amérique centrale, analysait les raisons de cette division tactique entre pays capitalistes.

Noam CHOMSKY *

LES REPONSES à cette division n'ont pas manqué — avec des phrases impressionnantes sur le caractère sacro-saint des lois internationales et les magnifiques perspectives qui s'ouvriraient pour le monde si l'on réussissait à arrêter à temps le nouvel Hitler. Le président Bush a déclaré : « L'Amérique est là où elle a toujours été, contre l'agression, contre ceux qui voudraient utiliser la force pour remplacer le règne des lois. » Le secrétaire d'Etat James Baker a ajouté : « Nous vivons un des rares moments où l'histoire se transforme », une « ère pleine de promesses » s'annonce, une fois puni celui qui a osé recourir à la force.

De nombreux commentateurs ont loué le « merveilleux changement en profondeur » de l'Organisation des Nations-Unies (ONU), qui « quasiment pour la première fois de son histoire, fonctionne comme elle aurait toujours dû le faire » et offre donc « un cadre adéquat pour préserver la paix dans le monde de l'après guerre froide » (*New York Times*). L'explication en vogue est que, depuis que les Etats-Unis ont remporté la guerre froide, l'obstruction soviétique systématique et l'"insupportable rhétorique anti-occidentale" du tiers monde ne paralysent plus l'ONU.

Au nom de grands principes, Washington a empêché tout effort diplomatique, réduisant les pourparlers à l'adoption

d'un ultimatum et rejetant tout "lien" (*linkage*) avec les problèmes du Proche et du Moyen-Orient. Selon Thomas Friedman, principal correspondant diplomatique du *New York Times*, l'administration Bush a rejeté d'emblée toute issue diplomatique de peur que celle-ci n'aboutisse, pour "désamorcer la crise", à une victoire symbolique du dictateur irakien — qui aurait pu obtenir une île koweïtienne ou un arrangement frontalier mineur. Toute issue de ce type, considérée comme une "capitulation", est inacceptable pour la force américaine, quelles qu'en soient les conséquences.

L'envoi d'un corps expéditionnaire très important hypothèque la crédibilité des sanctions. En bloquant la voie diplomatique, la position rhétorique fait apparaître la guerre comme une issue probable.

* Professeur de langues modernes et de linguistique à l'Institut de technologie du Massachusetts, Noam Chomsky est l'auteur, entre autres, de *L'économie politique des droits de l'homme* (1970), et de *La culture du terrorisme* (1988).

1) Le 6 août 1990, les Nations-Unies ont voté un embargo total contre l'Irak, y compris en matière alimentaire et sanitaire ; en septembre, elles ont autorisé les pays de la coalition anti-irakienne à le faire respecter par la force, si nécessaire.

Logiquement, les principes ne peuvent pas être utilisés de manière sélective ; dans la réalité, les Etats-Unis sont l'un des plus grands violeurs des postulats qu'ils défendent aujourd'hui à corps et à cri. Nous n'admirons pas Saddam Hussein en tant qu'homme de principes parce qu'il condamne l'annexion du Golan syrien par Israël ; et ses lamentations sur les violations des droits de l'homme dans les territoires occupés n'encouragent pas plus nos espoirs d'un monde meilleur. Il en est de même quand George Bush exprime son angoisse à la lecture du rapport d'Amnesty International sur l'Irak (après le 2 août 1990), et ne dit rien sur celui concernant le Salvador, pour choisir un exemple entre mille. Quant au « merveilleux changement en profondeur » de l'ONU, il n'a guère à voir avec la fin de la guerre froide et l'amélioration du comportement de l'Union soviétique ou des "dégénérés" du tiers monde.

Des principes élastiques

L'ONU a été capable de répondre à l'agression irakienne parce que, une fois n'est pas coutume, les Etats-Unis se sont opposés à un acte criminel, contrairement à leur attitude à l'occasion des invasions de Panama, de Chypre, du Liban, du Sahara occidental, etc. Pendant des décennies, l'Afrique du Sud a défié les Nations-Unies et la Cour internationale de justice de la Haye (2) à propos de la Namibie, pillant et terrorisant ce pays occupé, qu'elle utilisait comme base pour aller semer la terreur dans les Etats voisins. Personne n'a proposé de bombarder l'Afrique du Sud, ni de lui couper tout approvisionnement alimentaire. Les Etats-Unis défendaient alors la thèse de la "démocratie tranquille" et de l'"engagement constructif", séparant à tout prix les différents problèmes, exactement comme le fit George Schultz pour négocier le retrait



personne n'a proposé de bombarder l'Afrique du Sud, ni de lui couper tout approvisionnement alimentaire. Les Etats-Unis défendaient alors la thèse de la "démocratie tranquille" et de l'"engagement constructif", séparant à tout prix les différents problèmes, exactement comme le fit George Schultz pour négocier le retrait

2) La Cour internationale de justice juge les différends entre Etats. En théorie, ses jugements sont obligatoires, mais, dans la pratique, les grandes puissances reculent ceux qui leur sont défavorables.

Ainsi, la France ne reconnaît plus sa juridiction depuis, qu'en 1974, la Cour a examiné les plaintes australiennes et néo-zélandaises contre les essais nucléaires français dans le Pacifique. Les Etats-Unis, eux, ont toujours refusé d'appliquer son jugement les condamnant à verser plusieurs millions de dollars au Nicaragua, en dédommagement du minage des ports de ce pays par la CIA en 1983.

partiel d'Israël du Liban — d'ailleurs, dans ce cas, l'agresseur a été largement récompensé et a bénéficié d'une aide matérielle importante des Etats-Unis ainsi que de leur veto au conseil de sécurité lorsqu'il attaquait ce pays sans défense.

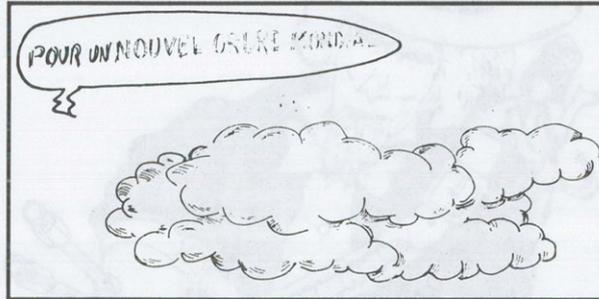
En fait, la réponse est simple : la riposte à l'agression de Saddam Hussein est sans précédent parce qu'il a écrasé les mauvais oracles. Les Etats-Unis ne sont pas allés dans le Golfe pour défendre les grands principes ; les autres Etat non plus.

Il y a agression et agression

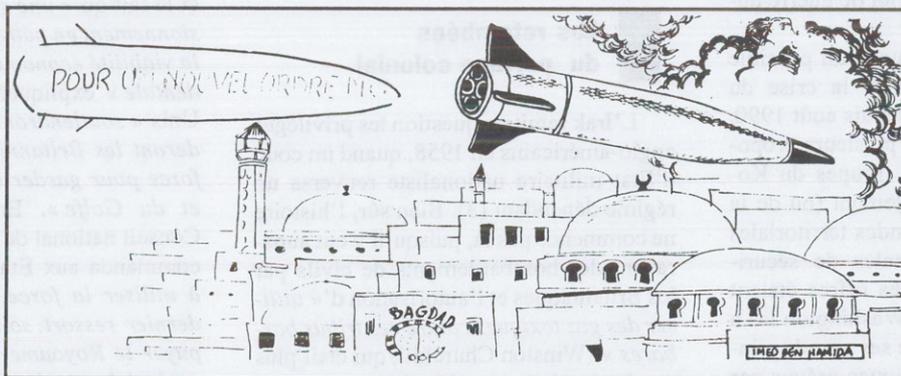
Saddam Hussein est un gangster meurtrier, tout autant qu'avant le 2 août 1990, quand c'était encore un "ami charmant" et un partenaire commercial privilégié. Son invasion du Koweït est un crime de plus, comparable à d'autres, et il y a eu pire dans ce registre ; ainsi, l'occupation et l'annexion du Timor oriental par l'Indonésie a été l'occasion d'un terrible massacre, grâce à l'appui matériel et diplomatique des deux vengeurs du droit dans le Golfe. La vérité a été révélée par l'ambassadeur américain aux Nations-Unies, Daniel Patrick Moynihan, dans ses mémoires, où il décrit ses succès dans l'application des directives du département d'Etat américain pour rendre « *parfaitement inopérantes* » toutes les mesures prises par l'ONU en réponse à l'agression indonésienne : « *Les Etats-Unis souhaitent que les choses se passent comme elles se sont passées et ont tout fait pour qu'il en soit ainsi.* » Cela a été admis avec la même franchise par le ministre des Affaires étrangères australien, Gareth Evans, expliquant l'approbation de son pays à l'annexion forcée du Timor oriental : « *Le monde est un endroit plutôt injuste, plein d'exemples d'annexions par la force.* »

En revanche, l'agression de Saddam Hussein a suscité cette déclaration tonitruante du Premier ministre australien, Hawke : « *Les grands pays ne peuvent pas envahir leurs pays voisins et s'en sortir comme cela.* » Si la Libye rejoignait le boucher de Bagdad pour exploiter les richesses pétrolières du Koweït, les réactions occidentales ne seraient pas les mêmes que celles qui prévalurent quand l'Australie s'allia au boucher de Djakarta.

Les efforts de paix de l'ONU ont régulièrement été entravés par les Etats-Unis. La première session de l'après guerre froide (1989-90) a été édifiante de ce point de vue. Trois résolutions du



Conseil de sécurité se sont vu opposer le veto des Etats-Unis : deux condamnaient son invasion meurtrière de Panama et la troisième visait à sanctionner les atteintes aux droits de l'homme en Israël ; les Etats-Unis ont posé leur veto à une résolution similaire en mai 1990. Seuls avec Israël, les Etats-Unis ont voté contre deux résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU demandant le respect des lois internationales : l'une condamnait leur appui aux contras, et l'autre leur guerre économique contre le Nicaragua ; or ces deux attitudes avaient été déclarés illégaux par la Cour internationale de justice. Une résolution condamnant l'occupation prolongée d'un territoire par la force est passée



avec 151 voix contre 3 (Etats-Unis, République dominicaine, Israël) ; c'était encore une demande de règlement politique du conflit israélo-arabe que les Etats-Unis ont bloqué pendant vingt ans, opposant toujours leur veto aux résolutions du Conseil de sécurité.

Les Etats-Unis sont, de loin, ceux qui ont le plus utilisé leur droit de veto au Conseil de sécurité ; la Grande-Bretagne vient en seconde position, suivie, à distance, par la France, puis l'Union soviétique. Les Etats-Unis ont également régulièrement voté contre les résolutions de l'Assemblée générale (souvent seuls ou avec quelques rares autres Etats) à propos d'agressions, de non respect des lois in-

ternationales, d'atteintes aux droits de l'homme, du désarmement, etc.

Il n'y a aucune raison d'espérer que les changements en Union soviétique modifient quoi que ce soit à cette attitude négative des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne envers les lois internationales et la sécurité collective — et qui n'a rien à voir avec la guerre froide, comme l'ont prouvé maints exemples.

La position des Etats-Unis est apparue clairement lors du débat sur l'invasion de Panama (voir *Inprecor* n° 300 du 12 janvier 1990), quand leur ambassadeur à l'ONU, Thomas Pickering, a signalé au Conseil de sécurité que l'article 51 de la Charte de l'ONU — qui limite l'emploi de la force à la légitime défense contre une attaque armée jusqu'à ce que le conseil agisse — a permis aux Etats-Unis d'utiliser la « *force armée pour défendre [ses] intérêts* ». C'est en vertu de cet article que les Etats-Unis auraient envahi Panama pour empêcher que son « *territoire soit utilisé comme une base pour faire entrer clandestinement de la drogue aux Etats-Unis* » a ajouté le département de la Justice.

Washington a même invoqué le droit à la « *légitime défense contre une attaque future* », utilisant l'article 51 pour justifier son bombardement contre la Libye. En bref, comme d'autres nations, les Etats-Unis agissent toujours à leur guise, se servant des lois et des principes comme d'armes idéologiques, devant être employées quand elles sont utiles mais écartées lorsqu'elles vous gênent.

Le refus du *linkage* par Washington dans la crise du Golfe s'inscrit dans cette logique. Les Etats-Unis s'opposent à la résolution diplomatique de chacun des principaux problèmes ; ils refusent donc de les lier. Ce pays et Israël ont longtemps été isolés dans le conflit israélo-arabe. Les Etats-Unis soutiennent officiellement le plan Shamir, qui exclue la création d'un « *Etat palestinien supplémentaire* » (la Jordanie en étant déjà un) et tout « *changement du statut de la Cisjordanie et de Gaza qui n'irait pas dans le sens des lignes de conduites fondamentales du gouvernement israélien* » comme prélude à une auto-détermination palestinienne significative. Ce plan rejette les négociations avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), refusant donc aux Pa-

certainement à être déterminants (voir *Inprecor* n° 317, du 26 octobre 1990). Il n'est pas très surprenant que ces deux Etats, qui ont réglé entre eux le découpage territorial de la région, et en ont été les principaux bénéficiaires, appellent maintenant de leurs vœux la guerre dans le Golfe, quand d'autres gardent leurs distances.

Un gendarme mondial prêt à se louer

Les commentaires du secrétaire d'Etat américain Baker sur la nouvelle « ère remplie de promesses » soulèvent une autre question d'importance, même si cette rhétorique n'est que de la poudre aux yeux. Les éléments fondamentaux du nouvel ordre mondial ont commencé à apparaître il y a vingt ans, avec l'émergence d'un « monde tripolaire », à l'époque où la puissance économique des Etats-Unis était encore incontestée.

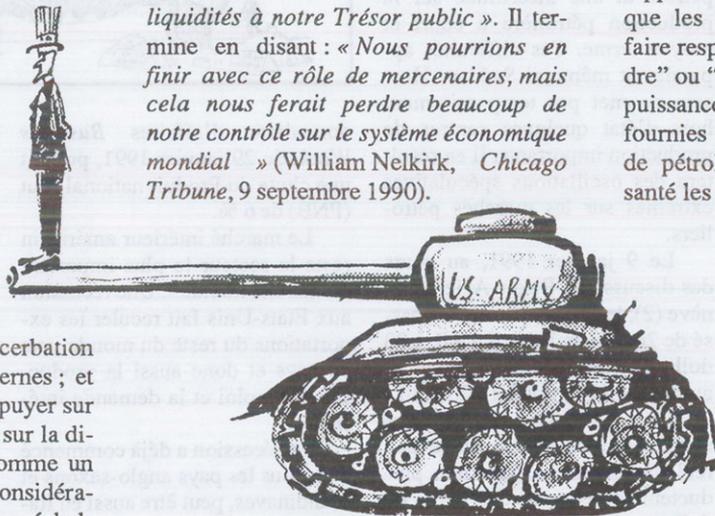
Les Etats-Unis sont restés la puissance militaire dominante, mais leur supériorité économique a décliné et risque de continuer sa chute. Avec l'effondrement de régime soviétique, les Etats-Unis sont plus libres qu'auparavant pour utiliser la force. Ils tentent de maintenir ce quasi-monopole de la force, sans véritable concurrent. Il en découlera une exacerbation des problèmes économiques internes ; et une tentative renouvelée de s'appuyer sur la menace de la force plutôt que sur la diplomatie, généralement jugée comme un encombrement gênant. Des considérations similaires s'appliquent, à une échelle moindre, à la Grande-Bretagne.

La guerre dans le Golfe est dangereuse et coûteuse (voir l'article d'Ernest Mandel, page 8) ; mais résoudre la crise sans démontrer l'efficacité de la force est une solution qui ne plaît pas à Washington. Ces préoccupations contradictoires sont l'un des facteurs expliquant la profonde division de notre élite entre le choix de la force ou celui des sanctions, l'administration Bush préférant la première option.

Dans le nouvel ordre mondial, le tiers monde devra encore être parfois contrôlé par la force. Cette tâche incombait traditionnellement aux Etats-Unis mais, vu leur déclin économique relatif, ce poids deviendra de plus en plus lourd à supporter. L'une des solutions est que les Etats-Unis continuent à assumer ce rôle historique, et que d'autres paient la facture. Le vice-secrétaire d'Etat américain, Lawrence Eagleburger, a expliqué au Congrès que le nouvel ordre mondial serait basé

sur « un renouvellement de la pratique de la diplomatie » : d'autres financeront l'intervention américaine. Un commentateur des affaires économiques internationales a ajouté : « Il n'existe pas d'alternative réaliste au fait que les Etats-Unis assument militairement un rôle plus explicitement mercenaire que celui qu'ils jouaient dans le passé » (David Hale, *Financial Times*, 21 novembre 1990).

Le rédacteur financier d'un des principaux quotidiens conservateurs américains insiste pour que les Etats-Unis exploitent rapidement leur « monopole virtuel sur le marché de la sécurité, afin d'obtenir des fonds et des concessions économiques » de l'Allemagne et du Japon, en monnayant à un bon prix « les services considérables que nous rendons, en tant que gendarmes de la planète prêts à se louer », et en demandant à nos concurrents d'« acheter nos actions à des taux faibles, de soutenir le dollar ou, mieux encore, de verser directement des liquidités à notre Trésor public ». Il termine en disant : « Nous pourrions en finir avec ce rôle de mercenaires, mais cela nous ferait perdre beaucoup de notre contrôle sur le système économique mondial » (William Nelkirk, *Chicago Tribune*, 9 septembre 1990).



Dans une variante britannique, Peregrine Worsthorne a écrit qu'avec la disparition de la guerre froide, le « nouveau job » consisterait à « aider à construire et à maintenir un ordre mondial assez stable pour permettre aux économies avancées du monde de fonctionner sans des interruptions constantes et sans menaces du tiers monde » ; tâche qui demandera « une intervention très rapide des nations avancées » et peut-être même « des actions de prévention ». La Grande-Bretagne « ne fait pas le poids en matière de création de richesses par rapport à l'Allemagne et au Japon, et même à la France et à l'Italie. Mais quand il s'agit d'assumer des responsabilités mondiales, nous sommes tout à fait indispensables » (*Sunday Telegraph*, 16 septembre 1990). Cette offre est bien accueillie par les néoconservateurs américains, heureux d'être soutenus dans leur rôle de mercenaires.

Les administrateurs locaux des ri-

chesses du Golfe bénissent également cette vocation. Un haut dignitaire du Golfe, cité dans le *Wall Street Journal*, ne voit pas pourquoi son fils devrait « aller mourir pour le Koweït ». « Nous avons nos esclaves blancs américains pour le faire » ; il n'a pas regardé de très près la couleur de la peau de ses mercenaires (4).

Le « nouveau job » auquel se réfère Worsthorne est en réalité très ancien, bien qu'il ait besoin de faire peau neuve. George Bush a été très critiqué pour ses échecs en tant que « communicateur », incapable d'expliquer les raisons (nécessairement nobles) de l'invasion de Panama, ni son insistance à vouloir utiliser la force dans le Golfe. Mais ces critiques sont déloyales. L'appel traditionnel à la « défense contre les Russes » ayant fait long feu, les nouvelles constructions ne sont pas faciles à élaborer.

Cette vision du futur aide à comprendre les réactions de Washington par rapport à la crise du Golfe. Cela implique que les Etats-Unis doivent continuer à faire respecter l'obéissance (baptisée « ordre » ou « stabilité »), avec l'appui d'autres puissances industrielles. Les richesses fournies par les monarchies productrices de pétrole aideront à garder en bonne santé les économies à problèmes des gardiens de l'ordre. Bien sûr, la force ne constitue qu'un ultime recours. C'est moins cher d'utiliser le Fonds monétaire international (FMI) que les *marines* ou la CIA, quand c'est possible ; mais cela ne l'est pas toujours.

Pour les victimes traditionnelles, le nouvel ordre mondial ne sera certainement pas meilleur que l'ancien ; et, pour les citoyens des Etats mercenaires, s'ils laissent se dérouler ce scénario, les perspectives ne sont guère plus attrayantes. ★

The Guardian, 10 janvier 1991



4) Plus de 25 % du contingent américain envoyé dans le Golfe est constitué de Noirs américains ; ce chiffre est encore plus élevé dans les corps d'infanterie qui seront en première ligne lors de la guerre terrestre.

Conséquences économiques

● Les coûts directs

Le coût pour les Etats-Unis de la présence militaire en Arabie saoudite est estimé à environ 2 à 3 milliards de dollars par mois. Il s'agit du coût net, après déduction de ce que les alliés de Washington ont promis de payer (3 milliards de dollars). Avec le déclenchement des hostilités, ces frais ont considérablement augmenté. La durée du conflit, le nombre d'hommes qui resteront au Moyen-Orient après les hostilités, sont des variables qui influenceront les coûts directs. Le prix minimum des opérations américaines dans le Golfe, pour l'année 1991, peut être estimé entre 50 et 60 milliards, voire 100 milliards de dollars.

● Les conséquences directes

Il n'y a aucune possibilité de couvrir ce montant par une hausse des impôts, ou par une augmentation des revenus de l'Etat résultant d'une croissance économique. Il y aura donc inévitablement accroissement du déficit budgétaire. Donc, nécessité de plus d'emprunts d'Etat, ce qui gonflera encore la dette publique, accroîtra la tension sur le marché des capitaux, poussera les taux d'intérêts à la hausse, et accélèrera l'inflation. Tous ces facteurs vont coïncider avec la récession économique (1), qui a déjà commencé, et l'aggraver.

L'industrie américaine d'armements tournait déjà à plein rendement avant le début de la crise du Golfe. De ce côté, il ne faut donc pas s'attendre à une stimulation des activités économiques à la faveur de la guerre.



Dans le secteur civil de l'économie, les effets de la guerre sont exclusivement négatifs. Les revenus des consommateurs diminuent. La hausse des taux va faire reculer le secteur de la construction. L'investissement coûtera plus cher aux entreprises. Bref, la guerre va ralentir l'activité économique et l'emploi. Pour la première fois en deux siècles, dans l'économie capitaliste prédominante, guerre et récession vont aller de pair.

● Les prix du pétrole

La guerre implique une tension sur l'approvisionnement en pétrole et une incertitude sur la production pétrolière à court et moyen terme. Ces difficultés apparaîtront même si Saddam Hussein ne met pas temporairement hors d'état quelques centres de production importants. Il en résultera des oscillations spéculatives extrêmes sur les marchés pétroliers.

Le 9 janvier 1991, au cours des discussions Baker-Aziz à Genève (2), le prix du pétrole est passé de 26 dollars le baril à 9 h, à 23 dollars à 18 h 30, pour remonter au-dessus de 30 dollars à 20 h 30 !

Un baril à 30 dollars provoque une diminution de 1% du revenu réel dans tous les pays non producteurs de pétrole. Un baril à 40 dollars diminuerait le pouvoir d'achat de 1,5 %.

Le Pentagone prévoit que le prix moyen du pétrole s'établira à 44 dollars le baril en 1991 ; les optimistes prévoient moins de 25 dollars. Personne ne peut faire de prévisions précises. Mais il est certain que toute augmentation des prix du pétrole va provoquer une diminution de l'activité économique partout dans le monde.

● Les effets cumulatifs

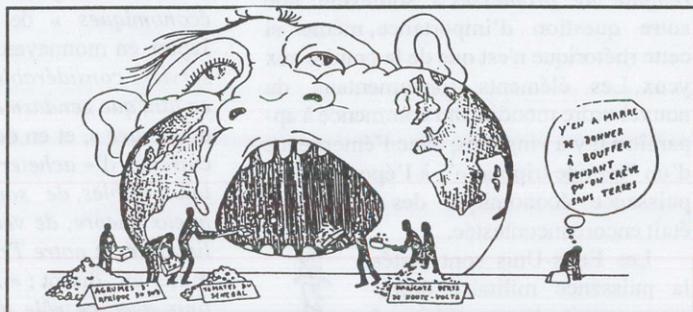
Une hausse des taux d'intérêts aux Etats-Unis ne peut pas être neutralisée par une politique "néo-keynésienne" de "l'argent bon marché", qui ne pourrait conduire qu'à une banqueroute d'Etat. Washington va donc maintenir le cap sur la hausse des taux, afin que les investisseurs japonais continuent d'acheter des bons du Trésor américain.

Ces taux d'intérêts élevés aux Etats-Unis exerceront une pression sur le reste des pays "riches".

Eux aussi devront augmenter leurs taux. Cela vaut surtout pour des pays qui ont eux-mêmes une dette fort élevée tels l'Allemagne, ou un déficit budgétaire important, tels le Japon. On peut donc affirmer que la tendance à la récession s'aggravera dans le reste du monde. En cas de guerre longue, l'heb-

tiers monde non producteurs de pétrole seront frappés le plus durement.

L'appauvrissement absolu de ces pays ira donc en augmentant. La guerre portera aussi un méchant coup aux pays d'Europe de l'Est ; leur facture énergétique s'alourdira, leurs coûts de produc-



domaître d'affaires *Business Week*, du 29 janvier 1991, prévoit une chute du Produit national brut (PNB) de 6 %.

Le marché intérieur américain reste le secteur le plus important du marché mondial. Une récession aux Etats-Unis fait reculer les exportations du reste du monde vers ce pays et donc aussi la production, l'emploi et la demande intérieure.

La récession a déjà commencé dans tous les pays anglo-saxons et scandinaves, peut être aussi en Italie et en France.

Il faudrait une analyse plus approfondie pour évaluer l'importance de cette récession, sa durée, et à quel point elle pourrait être contrecarrée à moyen terme par des tendances opposées. Il faudrait prendre en compte : la durée de la guerre, les variations à long terme des prix de l'énergie (pas seulement des prix du pétrole), le volume des destructions au Moyen-Orient, les conséquences écologiques, les réactions politiques dans le tiers monde, etc.

● Conséquences différenciées

La guerre frappera plus durement les pays relativement pauvres et ceux qui ont moins de ressources naturelles. Les différences de niveau de vie s'aggraveront, tant à l'échelle mondiale qu'à l'intérieur de chaque secteur géographique et de chaque pays. Partout, les pauvres, les "économiquement faibles", seront frappés plus durement que les riches. Les pays du

tion seront plus élevés, leurs exportations plus chères, plus difficiles et plus rares.

Dans les pays semi-industrialisés de l'Asie du Sud-Est, la guerre entraînera une forte diminution des exportations en direction des Etats-Unis, des coûts de production plus élevés, donc une compétitivité amoindrie, une croissance économique ralentie, voire une récession.

Les pays producteurs de pétrole hors du Moyen-Orient (Venezuela, Mexique, Indochine, Nigéria, etc.) vont profiter de la hausse des prix du pétrole et augmenter leur production, mais ils perdront par le recul de leurs exportations d'autres produits vers les pays impérialistes et par l'augmentation des prix des produits importés de ces pays.

Les pays occidentaux et le Japon verront leurs conditions économiques se détériorer, sans qu'on puisse encore dire dans quelle mesure.

Seule l'Union soviétique pourrait effectivement et globalement profiter de la guerre sur le plan économique, à condition que sa production pétrolière puisse être maintenue ou augmentée, ce qui n'est pas du tout garanti. ★

Ernest Mandel
Janvier 1991

1) Voir *Inprecor* n° 318 du 9 novembre 1990 et l'article de C. Barsoc, p. 19.

2) Voir *Inprecor* n° 322 du 14 janvier 1991.

MAROC

« *Bush assassin, Mitterrand son chien* ». C'est à ses cris que près de 500 000 personnes ont défilé, à Rabat, le 3 février 1991. Depuis le déclenchement de la guerre, le peuple marocain, bravant les interdictions des autorités, manifeste sa solidarité avec le peuple irakien. Cette marche, la plus importante depuis l'indépendance du pays, en 1956, réclamant le retrait des troupes marocaines du Golfe, constitue un véritable défi à la monarchie ; quelques heures avant, le roi avait réaffirmé que toute critique à l'égard des troupes marocaines constituerait une atteinte au moral de l'armée et serait châtiée ; et interdit, quelques jours avant l'ultimatum du 15 janvier 1991, toute manifestation et « *troubles à l'ordre public* », menaçant d'instaurer l'état d'urgence ; ce qu'il a fait à plusieurs reprises. Deux défis que la population marocaine a relevé.

Lors de l'appel à la grève générale, par les syndicats, le 28 janvier 1991, le roi a dû, sous la pression populaire, appeler à une journée de jeûne et de prière pour le peuple irakien. Fortement contesté sur sa politique aux côtés de la coalition impérialiste, le roi marche sur une corde raide.

Voici une chronologie, de notre correspondant au Maroc, des différentes manifestations qui ont eu lieu dans tout le pays, jusqu'au 28 janvier 1991.

● **Lundi 14 janvier**

A Errachidia, au Maroc oriental, des écoliers manifestent contre les intentions agressives de l'impérialisme.

● **Mardi 15 janvier**

A Oujda (toujours au Maroc oriental), des étudiants, bientôt rejoints par la population, organisent une manifestation ; vers 17 heures, la foule se dirige vers le consulat de France.

A Rabat, un rassemblement se forme sur le principal boulevard, réclamant le retrait de l'armée marocaine du Golfe, vilipendant l'agression américaine, sans oublier ses alliés impérialistes.

Le soir même, le roi prononce un discours où il menace de proclamer l'état d'urgence au moindre incident (« *qui trouble la paix sera jugé par un tribunal militaire* »).

● **Mercredi 16 janvier**

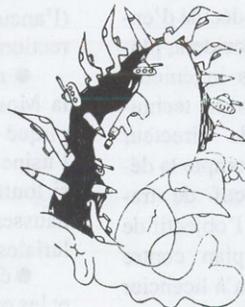
Des manifestations ont lieu dans les collèges ; un communiqué officiel annonce que les écoles sont fermées jusqu'au 21 janvier.

● **Jeudi 17 janvier**

Les principaux syndicats marocains publient une déclaration contre l'agression impérialiste et invitent la population à participer aux rassemblements organisés par les partis politiques.

L'état d'urgence est décrété dans tout le pays ; la police et l'armée se déploient partout. Des mesures de sécurité sont prises autour des consulats des Etats-Unis et des pays qui participent à la coalition contre l'Irak.

Une manifestation a lieu, à Thala, pendant près de trois heures, sans intervention de la police. Le soir, à Oujda, les forces de l'ordre dispersent violemment un rassemblement ; de nombreuses personnes sont arrêtées ; il y aurait eu plusieurs blessés et plus d'une dizaine de morts.



Le Kal exige la fermeture de Port-Louis et de l'aéroport de Plaisance à tout navire ou avion impliqué dans la guerre.

La manifestation prévue par le Comité Anti Lager, le 26 janvier dans la capitale, Port-Louis, a été interdite par la police sous le prétexte du « *maintien de l'ordre public* ». ★

● **Vendredi 18 janvier**

A la sortie de la mosquée, à Oujda, des manifestants arborent le drapeau palestinien. La police intervient et procède à plusieurs arrestations.

A Fès, des drapeaux américains sont brûlés lors d'une manifestation d'étudiants en solidarité avec le peuple irakien.

● **Samedi 19 janvier**

A Jerrada (ville ouvrière), des manifestations sont réprimées par la police ; il y a plusieurs blessés.

A Agadir, la police arrête plusieurs étudiants qui défilaient, qui sont torturés avant d'être libérés.

● **Dimanche 20 janvier**

Nouvelle manifestation, à Jerrada ; l'état d'urgence est décrété à Rabat.

Au Parlement, le Parti de l'indépendance (Istiqlal), et l'Union socialiste des forces populaires (USFP) font une déclaration où ils condamnent la guerre dévastatrice menée par les Etats-Unis et le sionisme contre l'Irak et déclarent leur solidarité absolue avec le peuple irakien. A Taroudant, le local de l'USFP est encerclé par la police alors que s'y tient une réunion sur le Golfe.

● **Lundi 21 janvier**

Un communiqué de la Centrale démocratique du travail (CDT), de l'Union générale des travailleurs marocains (UGTM) et du Syndicat national de l'éducation supérieure (SNE-SUP) appelle à des mobilisations dans tout le pays pour soutenir l'Irak, qui ne sont pas autorisées.

● **Mardi 22 janvier**

Appel des partis politiques à tous les musulmans du Maghreb

arabe ; jeûne dans l'ensemble du Maghreb arabe.

A Rabat, une manifestation a lieu dans la médina ; intervention de la police, qui torture des personnes arrêtées.

● **Mercredi 23 janvier**

A El Habj, mobilisation spontanée : les étudiants et la population brûlent le drapeau américain.

● **Vendredi 25 janvier**

A Oujda, un cortège part de la mosquée après la prière du vendredi.

A El Youssoufia, manifestation de 3 000 personnes contre les Etats-Unis.

Un communiqué de tous les syndicats appelle à une grève générale de 24 heures.

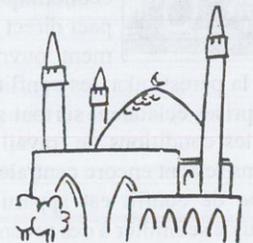
● **Samedi 26 janvier**

350 femmes marocaines organisent un sit-in au siège de l'Istiqlal. La police encercle le bâtiment. Elles envoient des lettres de protestations aux consuls de France, de Grande-Bretagne et des Etats-Unis.

● **Lundi 28 janvier**

A El Kmiessat, l'intervention de la police contre un rassemblement entraîne les jeunes à riposter avec des pierres.

Les partis politiques annoncent qu'ils organiseront une grande manifestation le dimanche, 3 février 1991. ★



nales souveraines et indépendantes. »

Mahameed a condamné les attaques des missiles irakiens contre Israël et la conquête du Koweït, mais aussi la guerre elle-même. Il s'est également opposé au couvre-feu imposé dans les territoires occupés (voir *Inprecor* n° 323 du 1er février 1990).

Peled a déclaré, quant à lui, que les Etats-Unis ne pouvait justifier cette guerre en aucune manière, et a souligné que l'embargo économique aurait pu obliger l'Irak à se retirer du Koweït. Il a rappelé le lien qui existe entre le conflit actuel et la question palestinienne et demandé la tenue d'une conférence internationale pour résoudre les problèmes de la région. ★

ISRAEL.

Le 6 février 1991, à Jérusalem, lors d'une conférence de presse, le professeur Yeshayahu Leibovitz, le général à la retraite Marti Peled et des députés de la Knesset, Hashem Mahameed et Muhammad Miari, ont présenté une pétition contre la guerre, signée par 126 Israéliens.

Leibovitz a dit qu'Israël avait deux choix à propos de la question palestinienne : « *Soit continuer à diriger les territoires occupés par la violence, auquel cas Israël se transformerait en "Etat fasciste" luttant contre les pays arabes du Maroc au Koweït, soit diviser le territoire en deux entités natio-*

Les ouvriers face au chaos

Ignorant volontairement le référendum sur le maintien dans l'Union, prévu par Gorbatchev pour le 17 mars 1991, le Parlement indépendantiste de Lituanie a organisé, le 9 février 1991, un "sondage" demandant aux habitants de la Lituanie : « *Etes-vous pour un Etat lituanien, République démocratique indépendante ?* » Le taux de participation à cette consultation, déclarée "illégal" par Gorbatchev et boycottée par les anti-indépendantistes, a dépassé 84 % et le nombre de "oui" a atteint 90,5 %. Forts de cette approbation massive, les parlementaires indépendantistes de Vilnius entendent maintenant agir complètement indépendamment de Moscou.

Dans le reste de l'Union, la désorganisation et la crise économique s'accroissent, poussant certains secteurs ouvriers à riposter à l'incurie et à la corruption des directions des entreprises. Dans cet article, David Seppo analyse le degré et l'évolution de l'organisation ouvrière face à cette situation.

David SEPPÖ



L'IMPORTANCE de plus en plus grande de la question du pouvoir dans l'économie et le déclin accéléré de la situation économique ont un impact direct sur le mouvement ouvrier. Au début

de la perestroïka, les conflits dans les entreprises éclataient surtout sur les salaires et les conditions de travail ; si ces questions restent encore centrales, un nouveau type de conflit est apparu en 1990 : au lieu de se limiter à des revendications économiques et de faire pression sur les directions pour qu'elles y répondent, les travailleurs cherchent à jouer un rôle actif dans la gestion de leurs entreprises. Ces luttes, plus offensives, posent directement la question du pouvoir dans l'entreprise ; elles sont surtout apparues dans l'industrie mécanique, qui est un secteur vital et qui, contrairement aux mines, n'avait connu aucun mouvement de grève coordonné.

Début 1990, l'usine automobile AZLK — où sont fabriquées les Moskvich — semblait peu propice à la "mobilisation" sociale. Comme nombre d'usines moscovites utilisant beaucoup d'ouvriers peu ou non qualifiés, les deux tiers des employés d'AZLK sont des *limitchiki*, des travailleurs venus de province, avec un permis de résidence temporaire à

Moscou, qui peuvent être renvoyés à tout moment ; ils sont tout particulièrement vulnérables et se tiennent généralement tranquilles. De plus, même les vrais Moscovites subissent la pression et l'influence corruptrice du système interne de distribution (1), qui se développe de manière inversement proportionnelle à l'aggravation des pénuries dans les magasins d'Etat.

La révolte d'AZLK

Déjà, en 1989, un ouvrier de cette usine s'était plaint, dans une conférence syndicale, des achats de matériel inutile réalisés en Europe de l'Ouest ; des participants avaient répondu que c'était la faute de la direction qui avait décidé d'envoyer le fils du directeur en Occident, plutôt que des ouvriers ou des ingénieurs vraiment au courant des besoins techniques. Cette même année, le directeur d'AZLK n'avait pas pris en compte la décision du conseil du collectif de travailleurs (CCT) (2) et adopté l'objectif de 120 000 voitures pour le plan contre l'avis des salariés, allant jusqu'à licencier son directeur adjoint qui avait insisté sur le fait que l'on ne pouvait pas produire plus de 80 000 véhicules.

En réalité, seulement 74 000 voitures furent fabriquées en 1989, mais le directeur réussit à persuader le ministère de "corriger" le plan, grâce à ses "relations". Ainsi, il avait pu obtenir des fonds supplémentaires, dont certains avaient servi à acheter le matériel qui n'a jamais

été installé. C'est aussi en 1989 que les travailleurs d'AZLK avaient rejeté la proposition de la direction de travailler durant quinze samedis, quand le directeur, se pliant à la mode du moment (tout à fait abandonnée depuis), avait décidé de les consulter.

Mais, hormis ces péripéties, les ouvriers se contentaient de constater en silence l'incapacité des directions à organiser rationnellement la production et à leur fournir des conditions de travail normales, ainsi que leur corruption croissante. Puis, dans la *Komsomolskaya Pravda*, est paru un article décrivant la mauvaise gestion d'AZLK, rédigé à partir d'informations fournies par les militants syndicaux de l'usine. Alors qu'en 1985 17 500 ouvriers produisaient 175 000 voitures, en 1989, 16 900 ouvriers en fabriquaient moins de la moitié... Cela a été suivi d'un reportage télévisé, révélant que cette entreprise avait dû payer un demi million de roubles d'amende car elle n'avait pas rempli un contrat établi avec une firme ouest-allemande. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase a été l'annonce que le prix de vente des Moskvich augmenterait de 50 %, passant à 13 500 roubles, sans aucune amélioration substantielle de la voiture ; l'usine pouvait ainsi garder 1 000 roubles supplémentaires pour ses besoins.

En janvier 1990, le CCT de l'atelier d'assemblage, dirigé par un groupe de travailleurs, également membres du PCUS, a convoqué une réunion syndicale pour parler de la situation ; les travailleurs y sont venus très nombreux. Les revendications suivantes ont été présentées à la direction :

- démission du directeur et élection de son remplaçant ;
- réintégration du directeur adjoint licencié ;
- nouvelles élections dans le CCT (l'ancien était totalement soumis à la direction) ;
- refus de l'augmentation du prix de la Moskvich — des intervenants ont expliqué que cela permettrait sans doute à l'usine d'augmenter les salaires, mais que si toutes les entreprises appliquaient des hausses injustifiées, les augmentations salariales seraient rapidement dépassées ;
- égalité des droits entre les *limitchiki* et les ouvriers résidents permanents ;
- rythme de travail régulier (sans temps perdu ni cadences infernales) ; rémunérations selon le travail fourni — d'importantes différenciations salariales existent entre ateliers pour le même type de tâches.

1) Voir *Inprecor* n° 323 du 1er février 1990.

2) Voir *Inprecor* n° 320 du 7 décembre 1990.

Certains participants ont aussi demandé que le personnel technique et d'encadrement soit réduit, afin d'utiliser les économies réalisées pour mieux payer les autres.

Dans une lettre à la *Pravda*, Sergei Novopolski, président du CCT de l'atelier d'assemblage a expliqué les raisons de cette mobilisation : « *Nous sommes convaincus que la perestroïka n'a pas besoin de travailleurs silencieux — comme le souhaiterait la direction actuelle — mais de gens qui pensent, qui comprennent, et qui savent comment travailler pour être utiles au pays* » (3). Pour sa part, le directeur a tout mis sur le dos des "intrigues de l'appareil", qu'il a accusé de malmener la nouvelle démocratie et la glasnost, et a accepté la tenue d'un référendum sur son administration, qu'il a gagné. Les ouvriers ont obtenu de nouvelles élections du CCT et la diminution de moitié de la hausse de prix proposée ; beaucoup de leurs problèmes ne pourront être résolus qu'à des niveaux de décision supérieurs et essentiellement politiques. Tout nouveau mouvement, s'il veut gagner, devra tisser des liens avec les travailleurs d'autres entreprises, pour être efficace et prendre des formes stables et organisées.

Quelques semaines après le meeting de l'AZLK, un événement similaire s'est produit à plusieurs milliers de kilomètres dans l'usine de générateurs électriques Sibelectrotiazhmash de Novossibirsk. Les plaintes des employés se bornaient, traditionnellement, à la cafétéria, au chauffage et à l'isolation déficients, à l'absence régulière d'eau chaude, etc.

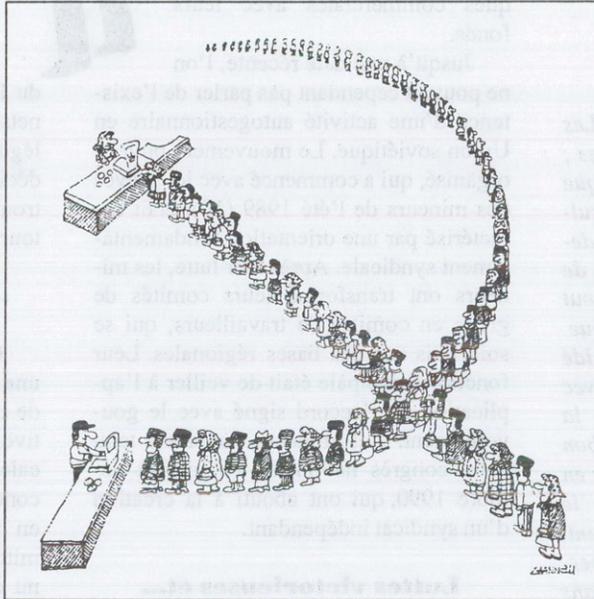
Le mécontentement fait boule de neige

C'était une entreprise de construction typique, hormis peut-être les Toyota flamboyantes garées en face du bâtiment de l'administration — bien que cela soit aussi devenu "normal" en cette cinquième année de perestroïka.

Le sujet principal de la réunion, convoquée par un groupe de militants, était la mauvaise gestion. Le directeur, élu en 1989, n'avait pas réalisé son programme et aucune forme nouvelle d'organisation du travail n'avait été introduite ; avec le même nombre d'ouvriers, la production était moitié moins importante que vingt ans auparavant ; la brigade d'assemblage n'avait rien à faire depuis des semaines, alors que les ouvriers des ateliers voisins travaillaient dix heures par jour pour le même salaire ; le fil de cuivre, coûtant des milliers de roubles, était tout emmêlé à

cause du manque de bobines ; le laisser-aller avait atteint des proportions catastrophiques. Alors que le directeur attribuait tout cela à l'encadrement intermédiaire, qu'il accusait de saboter ses initiatives, les travailleurs, eux, se plaignaient de ne le voir que très rarement dans l'usine, et jamais dans les ateliers ; alors que le collectif était en pleine effervescence pour préparer le meeting, il est parti à Moscou participer à une réunion.

L'accusation la plus insistante contre la direction concernait les coopératives — prétendument créées pour aider l'entreprise à remplir le plan de l'Etat lui demandant d'augmenter sa production de biens de consommation.



Selon les ouvriers : « *Les directeurs sont aux petits soins pour les coopératives qui volent les entreprises. Le cuivre des transformateurs est donné aux coopératives ; qui fait cette transaction ? Nous n'avons pas de surplus de cuivre. Le surintendant du premier département a reçu 1 500 roubles de l'une des quinze coopératives organisées dans l'usine pour produire des biens de consommation. En réalité, il a été récompensé pour avoir ruiné l'atelier — disons les choses telles quelles sont. Aujourd'hui, l'atelier travaille pour les besoins de la coopérative et non de l'usine ; quarante soudeurs ont quitté l'atelier pour aller travailler dans la coopérative, obligeant les autres ateliers à dégager des gens pour le renforcer. L'organisateur du Parti s'est aussi sali les mains dans ces affaires. Les gens sont dégoûtés. Que se passe-t-il autour de nous ? Nous devons changer les choses, nous ne pouvons pas continuer à vivre ainsi* » (4).

Cette réunion a élu un comité de travailleurs (représentant uniquement les ouvriers manuels) pour qu'il dirige l'usine,

et a décidé de tenir de nouvelles élections du CCT (auquel participent tous les employés, dont les cadres et la direction), car l'ancien n'avait servi qu'à distribuer des produits manquants sur le marché. Il a été décidé que le journal de l'entreprise ne serait plus sous le contrôle de l'administration, des comités du Parti et du syndicat, mais sous celui des travailleurs. Le nombre de cadres devait être réduit de moitié, et un nouveau directeur élu — le comité des travailleurs a finalement décidé de laisser six mois supplémentaires à l'ancien, avant que les ouvriers ne prennent une décision définitive.

Jugeant que les relations de l'entreprise avec le ministère et les gouvernements régionaux et fédéraux étaient à sens unique (elle leur verse 70 % de ses revenus, ce qui laisse peu de chose pour le développement social), la réunion a décidé de négocier une réduction de ce tribut. Le comité des travailleurs a été chargé d'étudier, avec l'aide d'économistes, la possibilité de se dégager progressivement du ministère — les travailleurs sont conscients que les choses iraient peut-être plus mal sans celui-ci, car il joue un rôle de redistribution au sein de la branche.

Haro sur les coopératives

Il a été exigé que les coopératives, accusées de « *piller les ressources de l'entreprise et d'encourager la corruption morale des ouvriers* », ne fonctionnent plus dans l'entreprise, et l'on a interdit au personnel administratif et aux employés du département financier d'y travailler. Il a été demandé aux présidents des coopératives d'établir des rapports complets sur leurs activités et leurs finances. Le meeting a aussi évoqué les effets néfastes du système interne de distribution pour les travailleurs, et a décidé que des produits de consommations rares ne seraient vendus qu'après décision de l'assemblée des travailleurs. Enfin, au sujet des Toyota, un rapport a été demandé au surintendant du département des transports sur le coût des voitures et des camions de l'entreprise, et sur son budget de 1989.

L'élection d'un comité des travailleurs par la base est caractéristique de nombre de ces conflits. Comme le déclarait un ouvrier : « *Dans la majorité des cas, les CCT, élus par l'ensemble du personnel, ne sont pas indépendants vis-à-vis de la direction ; ils ont, en général, été*

3) *Pravda*, 8 février 1990.

4) *EKO* n° 8, 1990.

créés par en haut. Les comités des travailleurs qui ne représentent que les ouvriers manuels ne sont, eux, redevables de leur naissance à personne ; ils n'émanent pas d'une initiative d'en haut, mais de la conscience que c'est à nous de faire changer les choses car, si nous ne le faisons pas, qui le fera ? » (5). La formation de ces structures reflète, en partie, l'hostilité croissante des ouvriers vis-à-vis des "cols blancs" — la réduction du personnel administratif et technique est une revendication très populaire (6). Mais c'est également une réponse au fait que les personnels tant administratifs que techniques ne peuvent pas protester contre un licenciement, et sont donc très dépendants des directions.

Contre les cols blancs

Un dirigeant ouvrier expliquait : « Les ingénieurs des ateliers sont nos frères ; ils travaillent dans la même crasse que nous et connaissent les mêmes difficultés. Nous n'avons rien contre eux ; ils devraient être à nos côtés. Notre niveau de connaissance ne nous permet pas de tout faire, surtout en matière économique. Mais, pour l'instant, nous avons décidé de créer un comité des travailleurs, avec des membres issus uniquement de la classe ouvrière. Nous possédons un bon outil : la grève. La direction doit tenir en compte cette éventualité et prendre le prolétariat au sérieux. Mais, cependant, nous acceptons la participation du personnel technique et des ingénieurs dans les CCT » (7).

Le rôle souvent joué par les militants ouvriers du PCUS est un autre aspect intéressant de ces conflits. Cela contredit le climat général d'hostilité à l'égard du parti parmi les travailleurs, qui sont nombreux à le quitter.

Dans une petite usine de construction de machines de Voronej, mal organisée et en mauvaise santé économique, le directeur détournait l'équipement et le matériel de l'entreprise pour son compte. A l'initiative du comité du Parti, une large majorité du CCT a convoqué une conférence des ouvriers, qui a élu un comité de travailleurs, mandaté pour enquêter et restaurer l'ordre dans l'usine. Le directeur a été remplacé après des élections pluralistes, et les affaires ont commencé à s'améliorer rapidement (8).

Dans une usine de machines-outils de Novossibirsk, les salariés ont fermé une coopérative à laquelle la direction avait fourni des stocks et le service de transport de l'entreprise. Cela s'est passé après qu'un groupe d'ouvriers a forcé le coffret d'un directeur et découvert un document prouvant que la coopérative l'em-

ploiyait et qu'il lui avait discrètement vendu les matériaux bruts de l'entreprise, deux ou trois fois plus cher que le prix fixé par l'Etat (9).

Dans les entreprises soviétiques, les conflits concernant le pouvoir, c'est-à-dire l'autogestion ouvrière, risquent de se multiplier si la désintégration économique et politique du pays continue, et si les administrateurs des usines et des entreprises, dans le dos des travailleurs, transforment celles-ci en compagnies par actions, les font entrer dans des holdings, transfèrent des départements entiers aux coopératives, ou établissent des *joint ventures* et des banques commerciales avec leurs fonds.

Jusqu'à une date récente, l'on ne pouvait cependant pas parler de l'existence d'une activité autogestionnaire en Union soviétique. Le mouvement ouvrier organisé, qui a commencé avec les grèves des mineurs de l'été 1989 (10), était caractérisé par une orientation fondamentalement syndicale. Après leur lutte, les mineurs ont transformé leurs comités de grève en comités de travailleurs, qui se sont unis sur des bases régionales. Leur fonction principale était de veiller à l'application de l'accord signé avec le gouvernement. Les mineurs ont aussi tenu deux congrès nationaux, en juin et octobre 1990, qui ont abouti à la création d'un syndicat indépendant.

Luttes victorieuses et...

Contrairement au syndicat officiel, qui regroupe tous les employés du ministère de l'Industrie du charbon, ce dernier limite l'adhésion aux travailleurs des mines de charbon et des usines de traitement de ce minerai. La Ve Conférence des comités de travailleurs du Kouzbass — la région la plus militante et la plus politisée, avec le bassin de la Petchora — en septembre 1990, a aussi déclaré que son objectif central était la formation d'un mouvement syndical "normal" (11).

Pour un mouvement parti de zéro, après 60 ans de répression efficace, il s'agit de victoires organisationnelles impressionnantes ; cependant, il est en crise aujourd'hui. Il n'a pas réellement réussi à

s'imposer au-delà des régions minières. Les syndicats de comités de travailleurs qui sont apparus dans d'autres régions concernent surtout de petits groupes de militants, qui ne sortent de leur isolement qu'en cas de conflits sérieux dans leurs entreprises. En dehors de celles issues des régions minières, aucune des organisations ayant participé au Congrès des organisations et mouvements des travailleurs indépendants, en mai 1990 à Novokouznets (qui a fondé la Confédération du travail), ne possède un semblant de base de masse (12). Y compris dans les régions minières, le militantisme à la base a diminué, et les liens entre les syndicats de comités de travailleurs et les ouvriers se sont affaiblis (13). Lors du IIe Congrès des mineurs, dans le Donets, fin octobre 1990, de nombreux délégués ne semblaient pas certains que la décision de fonder un nouveau syndicat trouverait un écho enthousiaste à leur retour dans les mines.

... limites du syndicalisme

Ce désarroi illustre essentiellement une crise d'orientation politique, sur fond de crise économique croissante. La tentative, par une activité purement syndicale, de préserver le niveau de vie et les conditions de travail, dans une économie en plein délabrement, a atteint ses limites. Les mineurs eux-mêmes ont reconnu que le gouvernement n'avait pas les moyens de mener à bien certaines parties de l'accord signé durant l'été 1989 et que de nombreux acquis économiques avaient été rapidement mis à mal par l'inflation.

En outre, dans la situation soviétique actuelle, on assiste souvent à la solidarité entre les travailleurs et leur propre administration, au détriment du reste de la population. Ainsi, la journée de grève des postiers du 15 juin 1990 a été organisée par le ministère des Communications lui-même (14). Quant au IIe Congrès des mineurs, il a été financé par le ministère de l'Industrie du charbon, qui a des représentants dans le comité organisateur. Cela soulève plusieurs problèmes quant aux intérêts des divers clans bureaucratiques qui soutiennent ces mouvements sociaux (15).

5) *Rabotchaya Tribuna*, 15 juin 1990.

6) Chez les ouvriers, l'opinion est très répandue que "ces gens-là" ne travaillent pas. Un autre facteur, qui contribue à cette hostilité, est la réforme des salaires, qui a débuté en 1987. Les salaires du personnel technique et administratif ont augmenté significativement plus vite que ceux des ouvriers. *Sotsialisticheski Trud* n° 8, 1990.

7) *EKO* n° 8, 1990.

8) *Rabotchaya Tribuna*, 15 juin 1990.

9) *EKO* n° 8, 1990.

10) *Inprecor* n° 293 du 18 septembre 1989.

11) *Natcha Gazeta* (Novokouznets) n° 33, 2 octobre 1990.

12) *Inprecor* n° 312 du 26 juin 1990 ; *Rabotchi Vestnik* n° 5, mai 1990.

13) Cela a, par exemple, été pointé par V. Golikov dans son rapport devant la Ve Conférence, les 29 et 30 septembre 1990. *Natcha Gazeta* n° 33, 2 octobre 1990.

14) *Kazanski Rabotchi* (Kazan) n° 2, juillet 1990.

15) Les gens proches du syndicat (officiel) de l'industrie charbonnière ont annoncé que le ministère favorisait la création d'un nouveau syndicat afin de diviser les travailleurs. Bien que cela soit sans doute en partie vrai, la plupart des délégués qui ont fondé le nouveau syndicat pensaient que toute tentative supplémentaire pour réformer l'ancienne structure était inutile.



Les mineurs ont, bien sûr, avancé des revendications politiques importantes concernant la démocratisation de l'Etat. Mais une question fondamentale reste sans réponse : que faire de cette démocratie, une fois obtenue ? Les éléments les plus politisés (souvent très fortement influencés par les libéraux) ont tenté de défendre une orientation syndicale pour le mouvement ouvrier qui revendique la réforme de marché.

Le piège du marché

Des représentants du syndicat des comités de travailleurs du Kouzbass qui, sous la présidence de Viacheslav Golikov, a eu l'orientation pro-libérale la plus marquée, ont participé au travail de la commission Chataline-Yavlinski qui a élaboré le plan économique des 500 jours (16). Le syndicat du Kouzbass a été un fervent défenseur de Boris Eltsine et du Parlement russe, avec lequel il a conclu un accord de paix sociale, en échange de l'appui de cette assemblée à la création d'une "zone de joint ventures" dans le Kouzbass. Mais Golikov, dans son rapport devant la Ve Conférence du syndicat, fin septembre 1990, a été obligé de reconnaître les "déformations" qui apparaissent déjà dans cette région à cause de l'expansion du secteur privé et des relations de marché. L'Appel aux travailleurs du Kouzbass, lancé par la Conférence, souligne : « *Le programme de transition vers le marché et la création d'une zone de joint ventures dans le Kouzbass sont, en général, perçus positivement par les travailleurs de la région. Mais, dans le même temps, le tournant des entreprises vers la gestion privée et l'auto-financement a déjà provoqué des licenciements et la fermeture d'usines peu rentables. Avec la transition vers le marché, ce processus s'accroîtra* » Mais, au lieu de remettre en question cette réforme, le document demande seulement la création d'"authentiques syndicats" pour défendre les travailleurs (17).

L'orientation libérale des dirigeants du Kouzbass repose, dans une large mesure, sur le fait qu'ils pensent que cette région est bien située pour profiter du marché. Le coût de l'extraction du charbon y est relativement bas, car l'industrie est nouvelle en comparaison d'autres régions et le charbon se trouve en surface, permettant souvent l'exploitation à ciel ouvert. Des contrats d'exportations ont déjà été signés avec le Japon. Certains écono-

mistes disent, cependant, que l'optimisme des travailleurs du Kouzbass sera de courte durée. La région se trouve à 6 000 kilomètres de la mer et les exportations bénéficient des faibles taux de fret soviétiques ; si ces derniers augmentaient au niveau mondial, il faudrait dire adieu aux contrats avec l'étranger.

L'avenir est encore plus sombre pour les mineurs du Donbass. Leurs mines sont vieilles, profondes — et souvent pratiquement vides — et les coûts de production élevés. La transition vers le marché menace la région d'un chômage massif et de la mort de villages et de villes entières.

Il n'est donc pas surprenant, qu'à l'extérieur du Kouzbass et du bassin de Petchora (qui a des contrats d'exportation avec la Suède transitant par les ports arctiques), le mouvement des mineurs soit plutôt réticent vis-à-vis du marché. Après la publication du plan en 500 jours de Chataline, qui prévoit la fin des subventions et la libération des prix, des dizaines d'associations de mineurs et d'entreprises ont envoyé des télégrammes de protestation au gouvernement.

Une délégation de mineurs de Yakoutougol s'est rendue à Moscou pour protester contre la volonté de démantèlement de l'administration centrale de l'industrie minière et contre la fin des subventions. Elle a expliqué que : « *Les conditions naturelles et géographiques varient d'une mine à l'autre ; elles ne peuvent donc pas toutes être aussi rentables. Chez nous, le coût moyen du charbon varie de 1 à 18 roubles, mais, dans le Donbass, il oscille entre 40 et 120 roubles. Sans la redistribution centralisée des fonds, sans subventions, le Donbass ne survivra pas. Sans une gestion centralisée, toutes sortes de malheurs et de chocs menacent notre branche* » (18).

Le comité organisateur du IIe Congrès des mineurs a ainsi décidé de refuser l'application du plan des 500 jours. L'un de ses membres, un mineur du Karaganda, a déclaré : « *On se dispute dans les collectifs et dans le comité d'organisation à propos de la transition vers le marché. C'est intéressant que nous nous-mêmes participions à l'élaboration de l'un des programmes — celui de Chataline. Mais nous hésitons. Pourquoi ? Avant tout, parce le coup le plus dur sera porté contre les industries d'extraction, et que nous voulions avoir un programme de transition vers le marché séparé pour*

notre branche. Bien sûr, une partie de la population comprend qu'il faudra accepter certains sacrifices, mais de nombreuses personnes disent aussi : "En quoi ai-je besoin de ce marché si cela ne va pas dans le sens de mes intérêts, si je perds des avantages sociaux et la sécurité de l'emploi ?" Nous sommes également inquiets parce que le programme de Chataline exigeait un pouvoir présidentiel fort. Or, voilà peu de temps, nous proclamions la démocratisation de la société et l'autogestion » (19). Le comité organisateur a demandé le maintien, durant la période de transition au moins, de l'administration centrale de l'industrie et des subventions (20).

Aller au-delà du syndicalisme

Lors du IIe congrès des mineurs, fin octobre 1990, les délégués ont été déçus du rapport sur la transition vers le marché effectué par le ministre de l'industrie du charbon, bien que ce dernier leur ait assuré qu'il n'y aurait pas de licenciements en 1991, affirmant : « *Si un seul mineur est licencié, vous n'aurez pas à venir vous plaindre auprès de moi, car j'aurai démissionné.* » La discussion a clairement montré que bien que de nombreux travailleurs aient peur du marché, ils rejettent totalement l'ancien système. Mais, le ministre n'a offert aucune perspective nouvelle, évoquant seulement la nécessité de demander des subventions supplémentaires au gouvernement. Les délégués ont répondu en décidant de créer leur propre commission d'experts pour développer un plan pour l'industrie.

Cette décision représentait une reconnaissance implicite des limites de l'approche strictement syndicale que défendaient certains des délégués du Kouzbass. Pour eux, la tâche principale du congrès était la création d'un syndicat dont la fonction première serait d'obtenir des augmentations salariales. Mais la plupart des délégués semblait se rendre compte que le nouveau syndicat ne pourrait pas abandonner les tâches de gestion et de restructuration de leur industrie à d'autres. ★



16) *Komsomolskaya Pravda*, 29 septembre 1990 ; *Inprecor* n° 315 du 28 septembre 1990.

17) *Natcha Gazeta* n° 33, 2 octobre 1990.

18) *Rabotchaya Tribuna*, 25 septembre 1990.

19) *Komsomolskaya Pravda*, 4 octobre 1990.

20) *Rabotchaya Tribuna*, 21 octobre 1990.

LE VI^e Congrès du PCV s'était tenu, en décembre 1986, sous le drapeau de la réforme (3). Le projet de rapport politique avait été rejeté au profit d'une rédaction plus auto-critique. Nguyen Van Linh, alors réformateur affiché, avait été élu Secrétaire général. Les formules clés *doi moi* (renouveau) et *tu duy moi* (nouvelle pensée) répondaient non seulement à la notion de perestroïka (libéralisation économique), mais aussi à celle de glasnost (transparence). Le mot d'ordre en vogue n'était-il pas « *Noi thang noi that* », « *Parler droit [parler clair], parler vrai* » ? La période 1987/mi-1988 fut celle d'une libéralisation politique et intellectuelle (4).

Pourtant, face à l'acuité des tensions internes et à l'évolution de la situation mondiale, le bureau politique du PCV a rapidement opéré un repli bureaucratique et répressif. Il a, par exemple, dénoncé en Solidarité la "contre-révolution" polonaise et fait silence sur le massacre de Tiananmen de juin 1989, en Chine, et semble n'avoir tiré que des leçons conservatrices de la crise des régimes de l'Est européens et de l'URSS. Il sait que l'arrêt de l'aide reçue de ces anciens "pays frères" annonce des temps difficiles, malgré une amélioration temporaire de nombreux indices économiques. Il a, par ailleurs, pris note de ce que les Etats-Unis ont maintenu leur embargo contre le Viêt-nam, en dépit du retrait de ses forces du Cambodge.

Succès économiques et pétrole

Le 18 juillet 1988, Nguyen Van Linh lui-même a levé toute ambiguïté en déclarant sans ambages : « *Nous rejetons les appels de ceux qui réclament la libre existence de plusieurs écoles politiques comme cela se fait dans plusieurs pays socialistes* » (5). Depuis, la direction du PCV cherche à poursuivre la libéralisation sur le plan économique tout en la gelant dans le domaine politique ; elle espère que le Parti pourra maintenir cette orientation, sans provoquer la même opposition de masse qu'en Europe de l'Est. Elle mise sur la légitimité historique du PCV qui, à la différence de la plupart de ses homologues européens, l'a gagnée de haute lutte, au cours de son long combat pour la libération nationale et la révolution sociale.

L'enracinement historique, révolutionnaire et national du PCV est incontestable. Cela le différencie radicalement des partis communistes de Pologne ou d'Allemagne de l'Est, par exemple. Mais ce n'est pas une garantie en soi contre la dégénérescence bureaucratique, "l'éloignement d'avec le peuple", la crise générale

du régime. Les précédents des partis communistes russe, chinois et yougoslave sont malheureusement là pour le confirmer — tous trois ayant bénéficié d'une telle légitimité, et le premier d'entre eux ayant même été armé d'un programme de démocratie socialiste supérieur à tout ce que le PC vietnamien a jamais eu. Aujourd'hui, au Viêt-nam, le PCV n'est plus jugé sur son passé, mais sur son action présente ; et c'est sur ce terrain que son autorité est contestée.

La direction du PC combine des mesures de répression et des concessions économiques en faveur de certains secteurs sociaux. Davantage de facilités ont été accordées aux paysans pour récupérer l'usage de terres collectivisées ; le marché des produits agricoles est, pour l'essentiel, libre et le commerce privé fleurit. Quand les étudiants ont manifesté, en mai 1990, dénonçant leurs conditions de travail, des fonds ont été immédiatement débloqués pour répondre à leurs revendications.

Le régime se sent conforté par un certain nombre de succès dans les domaines monétaire, budgétaire et agraire. L'inflation avait atteint de 700 à 1 000 % en 1988 ; en 1989, elle était ramenée à moins de 10 %. La valeur du dong (la monnaie vietnamienne) s'est temporairement raffermie face au dollar. Et, surtout, l'alignement du taux de change officiel sur celui du marché libre a permis de juguler le trafic dont il était l'objet. La politique des prix a été réformée ; les transactions sur l'or ont été libérées ; les dépenses militaires ont été progressivement réduites ; le produit national brut (PNB) a recommencé à augmenter.

Le résultat le plus spectaculaire concerne la production de riz. En 1987, le Viêt-nam n'avait produit que 15 millions de tonnes de riz ; 12 % de la population était frappée de malnutrition et de disette. Le redressement s'est amorcé en 1988, à la suite de la généralisation des *khoan* (les contrats forfaitaires, autorisant l'expansion de l'agriculture familiale) ; des réformes décidées par le VI^e Congrès du PCV ; de l'introduction de contrats à long terme (15 ans), donnant de meilleures garanties aux paysans ; d'investissement publics dans l'irrigation ; et d'un climat relativement clément.

En 1989, le Viêt-nam est devenu le troisième exportateur de riz du monde, derrière les Etats-Unis et la Thaïlande — en dépit d'un véritable barrage commercial construit par le gouvernement américain, pour défendre ses propres agriculteurs. En 1990, il en a produit 21,5 millions de tonnes, chiffre record. Mais, d'importants contrastes régionaux continuent à se manifester ; la province du

Ruptures l'approche



Le VII^e Congrès du Parti communiste vietnamien, longtemps, la direction travaille à la rédaction du dixième plénum du comité central, en août 1991, pour mettre au point. Deux projets de résolution ont été soumis au onzième plénum, convoqué en janvier 1991, pour six jours de réunion, seul un bref communiqué a été publié. *nombreuses idées importantes avaient été présentées dans le rapport politique* » (2). Ce qui, en clair, veut dire que les divisions qui se manifestent au sein de la direction du Parti sont une situation nationale et internationale dramatique qui continue de s'éroder. Le bureau politique a engagé des réformes démocratiques engagées par le précédent Congrès, en Union soviétique et en Europe de l'Est.



Pierre

Nghe-Tinh, pauvre, située au centre du pays, a encore été frappée de famine ; la malnutrition infantine n'a pas été éradiquée ; 90 % des capacités d'exportation proviennent en fait du riche delta du Mékong, dans le Sud ; mais le delta du fleuve Rouge, au Nord, surpeuplé, atteindrait néanmoins l'autosuffisance (6).

Le Viêt-nam a promulgué une loi sur les investissements étrangers réputée la moins restrictive d'Asie et a créé des zones franches d'exportation, alors que le

et crise à du congrès

du Sud, etc.), l'Australie et maintenant le Japon.

Shell (Grande-Bretagne/Pays-Bas), British Petroleum (Grande-Bretagne) et Total (France) sont déjà sur place. Les exportations de charbon peuvent aussi être stimulées par la hausse des produits pétroliers. L'isolement économique du Viêt-nam diminue. Mais le veto des Etats-Unis interdit toujours aux institutions financières internationales de débloquer une aide au développement.

L'administration vietnamienne se défend de vouloir réaliser une libéralisation sauvage. Ngô Ba Thanh, présidente de l'Union des femmes, juriste ayant participé à l'élaboration de la loi sur les investissements étrangers, a ainsi déclaré : « *Nous ne voulons pas de l'anarchie que nous voyons en Union soviétique et en Europe de l'Est, où il y a de terribles problèmes de chômage* » (8). Pourtant, le redressement financier s'est opéré à la suite d'un véritable plan d'austérité qui a valu au Viêt-nam les félicitations du Fonds monétaire international (FMI) de fort triste réputation. Le contraste est grand entre les couches sociales qui ont bénéficié des réformes (paysans, commerçants, etc.) et celles dont les revenus s'érodent, les salaires n'étant plus indexés sur la hausse des prix (ouvriers et employés, fonctionnaires et enseignants, cadres).

Le chômage est un problème majeur. Les nombreux travailleurs vietnamiens émigrés en Europe de l'Est et au Moyen-Orient — dont 16 000 en Irak — sont expulsés ou privés de ressources, et sont trop souvent confrontés à un racisme débridé dans les anciens "pays frères" (9). L'armée est partiellement démobilisée ; de nombreux fonctionnaires sont licenciés pour réduire le poids d'une administration pléthorique ; et de nouvelles générations de jeunes arrivent en masse sur le marché de l'emploi.

De multiples entreprises d'Etat ont fait faillite, privées des subsides publics traditionnels, soumises à la concurrence du nouveau secteur privé, des importations massives de produits de consommation bon marché (en provenance notamment de Chine) et d'une contrebande qui prend des proportions considérables. Avec l'autonomie accordée aux unités de production, les rapports marchands se développent entre les entreprises. La part du

secteur économique d'Etat dans le PNB a chuté. Les autres secteurs (privé, familial, ateliers collectifs et petites coopératives) produiraient 90 % du riz, 56 % du café, pratiquement 100 % des fruits, des légumes et des œufs, et 50 % des produits industriels (10).

Austérité, chômage et nouveaux déséquilibres

Les services publics de santé et d'éducation se dégradent ; les médicaments et le matériel scolaire font défaut ; quant au personnel de ces services, remarquablement nombreux pour un pays du tiers monde, il est souvent obligé de se consacrer à d'autres tâches pour gagner sa vie. Le coût des logements augmente. Ainsi, certains des principaux acquis sociaux de la révolution vietnamienne, comme la santé gratuite, sont remis en question. Pour la première fois, le régime a introduit un impôt progressif sur le revenu.

La crise sociale risque, dans ces conditions, de s'approfondir à moyen terme, au lieu de se résorber. La corruption fait des ravages, alimentée par une importante économie parallèle ; des milliers de cadres ont été exclus du PC pour cela. La drogue et la prostitution redeviennent des fléaux sociaux. De plus, les récents gains économiques peuvent être rapidement remis en cause.

Plusieurs scandales financiers ont éclaté à partir de mars 1990, réveillant l'inflation. L'URSS, quant à elle, se retire stratégiquement de la péninsule : elle abandonne l'usage de la base aéronavale de Cam Ranh et a mis fin, en 1991, aux contrats de commerce privilégié qui la liaient au Viêt-nam. Parallèlement, le PCV a symboliquement dégradé le traitement de ses relations avec Moscou, en supprimant la section spéciale du comité central, chargée de suivre cet élément clef de sa politique internationale.

Les conséquences du repli soviétique seront lourdes ; le niveau de l'aide devrait chuter de 50 % en 1991, et continuer à baisser ultérieurement. Dorénavant, les importations vietnamiennes devront être payées en devises fortes, aux prix du marché mondial. Les contrats d'exportations vers les "pays frères" européens se réduisent rapidement ; or, en 1989, l'URSS comptait pour 100 % des importations



rien (PCV) doit se tenir en mai 1991. Depuis les documents préparatoires ; les neuvième et novembre 1990, avaient pour ambition de les être soumis à la discussion générale (1). Mais, le est terminé sur un constat de désaccord. Après été publié, annonçant qu'à cette occasion « de tées en vue d'améliorer la qualité du projet de e que le document initial est remis en question. ection du PCV sont profondes ; elles reflètent atique pour le régime, tant l'autorité du parti erche, en effet, à étouffer le mouvement de it congrès. Or, l'ampleur des bouleversements t rencontre un large écho au Viêt-nam.

OUSSET



bilan d'autres pays en la matière est loin d'être positif (7). Récemment, les capitaux ont commencé à arriver en plus grand nombre ; ils sont destinés avant tout à la prospection pétrolière *off-shore*, à l'agriculture et aux produits de la mer.

Comme les capitalistes américains sont encore placés hors-jeu par l'embargo décrété par leur gouvernement contre le Viêt-nam, les Européens se taillent la part du lion, suivis par des Asiatiques (Singapour, Taïwan, Hong-Kong, Inde, Corée

1) Il s'agit du Programme pour la construction du socialisme durant l'étape de transition et d'un texte intitulé *Stratégie de développement économique-social d'ici l'an 2 000 et orientations principales du plan quinquennal 1991-1995*.

2) Communiqué du 14 janvier 1991, cité par Murray Hiebert, *Far Eastern Economic Review (FEER)*, 31 janvier 1991.

3) Voir *Inprecor* n° 234 du 19 janvier 1987.

4) Camille Scalabrino, *Le Monde diplomatique*, septembre 1990.

5) Cité par Daniel Hémerly et Nguyen Duc Nhuan, *Le Monde diplomatique*, octobre 1989.

6) Murray Hiebert, *FEER* du 10 mai 1990 ; Camille Scalabrino, *op. cit.*

7) Voir *Inprecor* n° 319 du 23 novembre 1990.

8) Cité par Tim Shorrock, *La Brèche* du 27 décembre 1990.

9) Voir à ce sujet le dossier publié dans *Chroniques vietnamiennes* n° 8-9, printemps-été 1990.

10) *International Herald Tribune*, 20 août 1990.

d'essence (le Viêt-nam ne possède pas de raffinerie), 90 % pour l'acier, 80 % pour le coton, 80 % pour les engrais. La nouvelle politique de Moscou peut donc très directement contribuer à relancer l'inflation, accroître le chômage, ralentir la croissance, augmenter le déficit commercial, réduire les réserves de devise, et décourager, en conséquence, les investisseurs occidentaux.

La direction vietnamienne reconnaît aujourd'hui que la période qui s'ouvre va être fort difficile. La fragilité du redressement économique vietnamien avait été au cœur des polémiques ouvertes par la position triomphaliste et répressive adoptée en mars 1990 par le huitième plénum du comité central.

L'hebdomadaire du Front de la patrie (large front dirigé par le PCV) écrivait : « Il ne peut y avoir de stabilité quand les droits démocratiques du peuple sont gravement violés, quand le chômage s'étend au lieu de se résorber, quand les différenciations sociales s'accroissent et que la justice sociale est bafouée, quand les rares ressources s'investissent dans des secteurs non-productifs, lorsque toute une couche de gens vit dans un luxe insolent grâce à l'escroquerie, à la corruption, au trafic de devises et de quotas d'exportation, à la contrebande de marchandise importée, (...) quand des officiels, dont les responsabilités sont établies, risquent tout au plus d'être condamnés à des peines avec sursis, quand des cadres, en lesquels le peuple n'a plus confiance, continuent à être nommés à de nouveaux postes, quand l'éducation, la santé et la sécurité sociale continuent de se dégrader partout sauf dans les conférences et les colloques » (11).

Normalisation intellectuelle

Une vive opposition s'exprime sur la question de la démocratie au sein même du Parti, de ses organisations périphériques, comme dans l'administration et la presse autorisée. C'est celle-ci que la direction veut avant tout faire taire.

Durant l'été 1988, les Partis socialiste et démocratique — des satellites du PC qui, en 40 ans, n'avaient pourtant jamais fait preuve d'insubordination — ont été dissous. Leurs journaux, où s'exprimaient assez librement de nombreux intellectuels communistes, ont disparu : *To Quoc (Patric)* et *Doc Lap (Indépendance)*.

De fait, on assiste à une attaque en règle contre la liberté de la presse... communiste ! Nguyen Ngoc, rédacteur en chef de la revue *Van Nghe (Lettres et Arts)*, est révoqué ; Xuan Cang, celui de l'hebdomadaire syndical *Lao Dong (Le Travail)*, remplacé ; To Hoa, celui du quotidien *Saigon Giai Phong* mis à la retraite ; l'écrivain Bui Minh Quoc, rédacteur en chef de la revue *Lang Bian*, exclu du PC. A Ho Chi Minh-Ville, *Tuoi Tre (Jeunesse)* est prié de modérer son ton ; à Hué, le *Song Huong (La Rivière des parfums)* est interdit de publication pour raisons "administratives". D'autres journaux régionaux disparaissent. Tran Do, ancien général durant la bataille historique de Dien Bien Phu et membre du comité central, s'est vu retirer de fait ses responsabilités à la commission des Affaires culturelles et artistiques (12).

Duong Thu Huong, femme écrivain communiste, volontaire durant la guerre américaine pour travailler dans une des provinces les plus bombardées du Viêt-nam, a été exclue du PCV. Interrogée, en mars 1990, par la Commission centrale de l'organisation, elle n'avait pas caché ses opinions : « Personne dans le bureau politi-

que actuel n'est en mesure de répondre aux aspirations du peuple. Tout au plus pourrait-on y trouver des personnalités aptes à assurer la transition, à aider l'histoire à changer de cours (...). Si l'Etat et le Parti n'entreprennent pas de réformes véritables et radicales (...), il est alors certain que le sang coulera. Les décennies de rancœur et de refoulement, le poids de la bureaucratie, oppressante et omniprésente, le désespoir des masses (et surtout des jeunes) devant l'avenir, leur exigence de vivre enfin comme il faut, leurs espoirs entretenus par les informations venues de l'extérieur (et qu'on ne peut plus arrêter), tout cela rend le bouleversement inévitable. Notre peuple a versé trop de son sang, il faut à tout prix lui épargner des souffrances inutiles. Ce pays est parsemé de cimetières. N'en rajoutons pas à ce spectacle de désolation. »

Le spectre de la répression chinoise de Tiananmen, en juin 1989, hante nombre de militants au Viêt-nam. Ta Ba Tong, un représentant du Club des vétérans du Sud Viêt-nam, dénonçant le blocage des réformes politiques, notait que « Tiananmen devrait servir d'avertissement au

Parti en montrant qu'il s'agit là d'une orientation dangereuse » (13).

L'ombre de Tiananmen

La politique de normalisation frappe aussi les "viet kieu patriotes", les Vietnamiens de la diaspora favorables au régime. Le 22 janvier 1990, 34 militants et dirigeants d'associations de Vietnamiens à l'étranger ont rendu publique une *Lettre adressée aux dirigeants du Viêt-nam, aux Vietnamiens de l'intérieur et d'outre-mer sur la restructuration des institutions politiques*, qui dit, entre autres : « En l'espace de sept mois, la répression sanglante en Chine et la chute de la dictature de Ceaucescu ont montré la faillite totale d'un certain modèle de socialisme, établi par Staline en Union soviétique dans les années 30 (...). Pour éviter à notre pays de sombrer dans la tragédie de Tiananmen et de Bucarest, il faut avant toute chose se convaincre que la crise profonde dans laquelle le Viêt-nam se débat actuellement ne peut être résolu par la répression ou la violence, mais par des voies politiques appropriées. »

Pour les signataires de cette lettre : « Les dirigeants actuels du Viêt-nam, qui ont tant contribué à la cause de l'indépendance et de l'unité nationales, devraient entreprendre sans tarder une restructuration du système politique existant : en séparant l'appareil du Parti de toutes les institutions de l'Etat, rendant à ce dernier l'intégralité de ses pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires, afin qu'aucun individu, aucune organisation ne puisse se placer au-dessus de l'Etat ni s'ingérer dans son fonctionnement ; en instaurant une démocratie pluraliste qui garantisse réellement la sécurité des personnes, ainsi que les libertés d'expression, d'information, de réunion, d'association, de formation des partis politiques, tous les Vietnamiens sans distinction pouvant, à travers des élections libres, contrôler la marche de l'Etat ; dans l'immédiat, en ouvrant un dialogue sincère avec l'ensemble de la société civile (...), pour jeter les bases d'un régime qui émane réellement du peuple » (14).

11) Dinh Hieu, dans *Dai Doan Kêt* n° 20 du 9 mai 1990. Cité par Phong Quang, *Doan Kêt* (Paris) n° 423, mai 1990.

12) Voir Phong Quang, *Doan Kêt* n° 414-415 de juin-juillet 1989, et n° 417 d'octobre 1989.

13) Le texte presque intégral des réponses de Duong Thu Huong est reproduit en français dans *Doan Kêt* n° 425 de juillet 1990. Ta Ba Tong est cité par Nick Maloni, *FEER* du 29 mars 1990.

14) Cette lettre est reproduite dans *Chroniques vietnamiennes* n° 8-9, printemps-été 1990. Fin juin 1990, elle avait reçu 650 signatures. Sur le début de la crise dans les organisations des "viet kieu patriotes" à l'étranger, voir l'article de Hoang Giang dans *Chroniques vietnamiennes* n° 6-7, automne-hiver 1989.

La Lettre ne faisait que présenter des éléments essentiels à toute réforme démocratique d'un régime de transition au socialisme. Mais elle mettait en cause la conception traditionnelle du PCV selon laquelle le "Parti dirige", alors que l'Etat se contente de "gérer" la société, et que le peuple exerce (comment ?) son "droit de maître collectif". En fait de "dialogue sincère", le pouvoir a eu recours à la rétorsion. Certains signataires se sont vus interdire l'entrée du Viêt-nam jusqu'en 1995, en l'an 2000, ou pour l'éternité ! L'accusation d'anticommunisme a été brandie dans les médias contrôlés. Selon un bulletin intérieur destiné aux membres du PC, à Hanoï, deux des signataires feraient même partie d'un « complot international visant à renverser l'Etat socialiste » (15).

Zigzags et divergences au sommet

En mars 1989, le septième plénum du comité central a majoritairement condamné le "pluralisme", ainsi que toute notion de "contre-poids" à son pouvoir. Il a réaffirmé le rôle constitutionnellement dirigeant du PCV — défendant ainsi le régime du parti unique et le monopole exercé par la bureaucratie sur la vie politique. A l'occasion du 60e anniversaire de la création du PCV, le secrétaire général Nguyen Van Linh a réitéré ce point de vue, affirmant qu'au Viêt-nam, « mis à part le Parti communiste, aucun parti représentant une classe ou une couche sociale n'est en mesure d'assumer ce rôle (dirigeant). Dans les conditions du Viêt-nam d'aujourd'hui et de demain, il n'existe aucune nécessité objective à la création de partis d'opposition » (16).

A la notion de parti unique correspondent celles de monolithisme interne, de solidarité des milieux dirigeants qui doivent régler entre eux leurs différends, sans faire appel aux militants ou à la population, sans rendre publics leurs propres débats. Mais, en 1989, la pression des événements a été trop forte pour que les tensions n'apparaissent pas au grand jour. L'effondrement du régime stalinien allemand a certainement été vécu de façon dramatique, la République démocratique d'Allemagne restant presque un modèle.

Pour le septième plénum du comité central, les événements de l'Est européen n'étaient que le produit d'un complot impérialiste ; mais, cette position devenant intenable, le bureau politique a dû adopter, le 3 décembre 1989, une résolution rendant les "partis frères" responsables de la crise, provoquée "tout d'abord" par la politique de la direction du Parti « qui a gravement violé la démocratie socialiste (...), et refusé de prendre en compte le

rôle du peuple ». D'autres erreurs ayant été commises, « des contradictions non-antagonistes nées dans les pays socialistes (...) le sont devenues » (17).

Lê Quang Dao, président de l'Assemblée nationale et membre du Bureau exécutif du comité central, est revenu sur cette question lors d'une réunion organisée par la revue *Dai Doan Kêt*. A propos de l'URSS, il a déclaré qu'il jugeait erronées les orientations suivantes : l'abandon de la Nouvelle politique économique (NEP) à la fin des années 1920 ; l'instauration d'un régime totalitaire : « A la dictature de classe, [exercée par] l'ensemble du peuple travailleur, s'est substituée la dictature exercée par le Parti au nom des travailleurs.

C'est le Parti qui décide de tout. Dans la réalité, ce n'est même pas lui, mais ses comités, et parfois un groupe de personnes, voire une seule personne. Il en résulte un régime totalitaire basé sur des privilèges, qui a produit une couche de dirigeants privilégiés exerçant le pouvoir au-dessus du peuple, s'opposant au peuple, un régime d'injustice sociale qui pousse ce dernier à la révolte ; nous n'avons pas correctement pris conscience des rapports entre le parti et le pouvoir (...). Après la conquête du pouvoir, le Parti est [devenu] bureaucratise. »

Briser les vieux carcans

En conclusion de son analyse, Lê Quang Dao dressait un tableau fort sévère de l'état du PCV, jugeant que, du fait notamment de la corruption : « 30 % des membres du Parti sont bons à jeter dehors, et 50 % n'ont pas commis de fautes majeures justifiant leur exclusion, mais ne servent pas à grand chose. Dans la période précédant la conquête du pouvoir, nous avions une théorie sur la construction du parti. Après avoir pris le pouvoir, nous l'avons oubliée. »

En décembre 1989 également, un membre du bureau politique, Tran Xuan Bach, s'est attaqué publiquement à la ligne de la direction, déclarant : « Ceux qui cachent les informations et les empêchent de circuler sont les derniers des sots. Il faut donner toutes les informations pour que chacun puisse choisir. Il est impensable de prétendre que l'Asie connaît la stabilité alors que l'Europe est en ébullition (...). Tous les pays socialistes, portés par ce mouvement de progrès, connaissent de grandes contradictions ; ils

doivent briser leurs vieux carcans. Personne ne saurait se rassurer en se croyant à l'abri ; un jour, on se vante d'être au-dessus de la mêlée, la semaine suivante on est renversé. » Il affirme qu'il faut savoir « marcher sur deux jambes » et mener de pair les réformes économiques et politiques. « Nous devons demander pardon à Marx pour avoir déformé sa doctrine. Nous avons choisi un modèle [de développement] qui n'est autre que la combinaison entre le modèle occidental [stalinien] et le modèle oriental [maoïste]. La question aujourd'hui est de trouver le moyen d'abandonner ces deux modèles dogmatiques » (18). Pour prix de son indiscipline, Tran Xuan Bach a été démis de

toutes ses fonctions par le huitième plénum du comité central, en mars 1990.

La direction vietnamienne est, de toute évidence, le théâtre d'intenses conflits internes ; reflets de luttes de clans et de fractions, ils n'en touchent pas moins à de vraies divergences d'orientation. Ce qui se passe en URSS ou en Europe de l'Est montre qu'ils ne doivent pas être ignorés. La crise couve au Viêt-nam et il est encore bien difficile de prédire comment les différentes composantes de l'appareil y feront face.

Le secret des délibérations facilite les chassés-croisés. Nguyen Van Linh, hier porte-parole des réformateurs, s'affiche aujourd'hui comme un ultra de la normalisation. Tran Xuan Bach, qui se place aujourd'hui en quasi-dissidence, était un protégé de Le Duc Tho, décédé il y a peu, et considéré comme le chef de file des conservateurs.

Seul quelques personnalités gouvernementales, comme Vo Nguyen Giap, ministre de la Défense, et Nguyen Co Thach, ministre des Affaires étrangères ont la réputation d'avoir été, ces dernières années, des "réformateurs" conséquents. Tous deux doivent d'ailleurs régulièrement faire face à de fortes pressions bureaucratiques.

Cependant, l'évolution des orientations et des rapports de force au sein de

15) Voir Tran Minh dans *Doan Kêt* n° 424 de juin 1990.

16) Cité par Phong Quang, *Doan Kêt* n° 421 de février 1990.

17) Cité par Phong Quang, *Doan Kêt* n° 420 de janvier 1990.

18) Ces deux discours, celui de Lê Quang Dao et celui de Tran Xuan Bach, devant le Club de l'Union des associations de sciences et techniques d'Hanoï, le 13 décembre 1989, ont été reproduits dans *Chroniques vietnamiennes* n° 8-9, printemps-été 1990.

l'appareil dirigeant du PCV est moins fondamental que le réveil de la "société civile" elle-même.

Le réveil de la société civile

Selon Phong Quang : « *Le deuxième semestre de 1989 a vu l'émergence — mieux, l'affirmation — des forums de la société civile. L'événement fut, sans conteste, le Ve Congrès de l'Union des écrivains du Viêt-nam qui s'est réuni fin octobre, dans la foulée du septième plénum et de la mise au pas de l'Union des journalistes. Les quelque 400 écrivains (dont les trois-quarts sont membres du Parti, et tous salariés de l'Etat socialiste) ont tenu tête avec une adresse étonnante à douze membres du Comité central (dont six du bureau politique, et le conseiller Le Duc Tho en personne), venus en force imposer la nouvelle direction de l'Union. Toutes ces manœuvres féodales ont été déjouées, à la plus grande joie du peuple d'Hanoï qui a suivi, d'heure en heure, le déroulement de cette assemblée.* »

» On assiste (...) à la multiplication des clubs : Club de l'Union des associations de sciences et techniques à Hanoï, Club des vétérans de la résistance à Ho Chi Minh-Ville et en province, et début janvier 1990, Comité de liaison des anciens dirigeants du mouvement étudiant du Sud » (19).

Le Club des vétérans de la résistance du Sud serait fort d'environ 4 000 membres. Lors d'un rassemblement, en septembre 1989, il a réuni 6 000 personnes. Fondé par des anciens combattants et des responsables militaires aux passés inattaquables, il s'est fait l'écho de nombreuses critiques populaires à l'encontre du régime. Il a notamment organisé, en janvier 1990, une réunion à laquelle ont participé 600 personnes, où l'on a discuté de nombreuses questions : la situation en Europe de l'Est, la politique de réformes, etc.

Le membre le plus connu de ce Club était le général Tran Van Tra, conseiller de la direction. Ce dernier a été coopté, et peut-être neutralisé, à la tête d'une nouvelle Association des Vétérans constituée à l'échelle nationale. En mars 1990, le Club sudiste a été soumis à d'intenses pressions de la part de la hiérarchie du parti. De ce fait, son président, Nguyen Ho, et Ta Ba Tong n'ont pas été réélus à sa direction, et ont été remplacés par des éléments non-contestataires.

Les universités s'ouvrent aux échanges internationaux. Des éléments de la "troisième force" (20), du temps de la

guerre américaine, poursuivent leurs activités, comme le père Chan Tin. La diversité traditionnellement propre au Sud se perpétue, avec la vitalité des communautés bouddhistes, catholiques et caodaïstes (membres d'une secte politico-ethnique). Des mouvements artistiques, littéraires et même écologistes offrent divers canaux d'expression.

Quel socialisme ?

En novembre 1990, c'était au tour de Bui Tin (plus connu sous son nom de plume Thanh Tin) de faire un esclandre lors d'une mission en France, en réclamant la réunion d'une conférence politique extraordinaire — une assemblée constituante. Journaliste introduit dans les milieux dirigeants, Bui Tin était le rédacteur en chef adjoint de *Nhân Dân*, l'organe central du PCV. Membre du PCV depuis 1946, colonel de l'Armée populaire, avec 37 ans de service, il avait participé, en 1954, à la bataille de Dien Bien Phu et avait reçu, en 1975, la reddition des autorités de Saïgon.

Sa "pétition" a le mérite de situer clairement de nombreux enjeux du débat. Bui Tin dresse un tableau sévère de la situation : « *La bureaucratisation, l'irresponsabilité, l'égoïsme, la corruption et la fraude se répandent sous le règne insolent des privilèges et des prérogatives.* »

Il cherche à définir un « projet d'ensemble pour résoudre la crise actuelle ». « *Nous avons choisi la voie du socialisme. Cela se comprend. C'était une nécessité dans les conditions internationales de l'époque. Le socialisme, tel qu'il était édifié dans plusieurs pays et tel qu'il était esquissé chez nous a donné des résultats positifs. Il nous a donné de la force durant notre guerre de libération et de défense nationale.* »

» *D'autre part, dans ces pays, comme chez nous, le modèle réalisé a également montré ses faiblesses, ses défauts et ses erreurs, qui empêchaient le plein épanouissement des principes fondamentaux du socialisme. Tous ces pays sont ainsi entrés dans une grave crise, tant théorique que pratique. Il est clair qu'on ne peut plus agir comme dans le passé. Mais comment faire autrement ? Cette question mérite d'être étudiée, et ne trouvera de solution qu'avec le temps.*

» *Dans ces conditions, s'il est erroné de condamner, de nier ou de rejeter le socialisme, il est également imprudent et dangereux de poursuivre la pratique du passé, même avec des modifications plus*

ou moins importantes. (...) Il convient, à l'heure actuelle, d'édifier un régime démocratique authentiquement populaire avec une option socialiste (dont le contenu reste à déterminer). (...) Nous ne renonçons absolument pas aux idéaux du socialisme, nous reconnaissons simplement que le socialisme en tant que formation socio-économique caractérisée par une productivité élevée, la justice sociale et le bien-être pour tous, ce socialisme-là, dans les conditions du Viêt-nam, exige une période préparatoire relativement longue. »

Prônant l'« union et la réconciliation nationale » entre Vietnamiens et la « réconciliation avec tous les pays », il propose : la convocation d'une « conférence politique extraordinaire qui réunira des délégués représentatifs de toutes les composantes sociales — ouvriers, paysans, intellectuels, artistes, ethnies, religions, diaspora — afin de discuter et d'adopter un nouveau programme d'action » ; l'élection d'une nouvelle Assemblée nationale ; la formation d'un gouvernement de reconstruction nationale (21).

Bui Tin a été limogé de son poste à la direction de *Nhân Dân*. La direction réclame son exclusion du Parti — ce que sa cellule a refusé de faire une première fois, en janvier 1991. La radio britannique BBC diffuse régulièrement vers le Viêt-nam des entretiens avec lui, qui semblent être très écoutés et rencontrer un écho populaire considérable — les enregistrements de ces émissions circulant, par ailleurs, largement.

La tenue du VIIe Congrès du PCV risque de catalyser toutes les divergences et les tensions qui se manifestent aujourd'hui au Viêt-nam. L'année 1991 s'annonce véritablement comme cruciale pour ce pays. ★

4 février 1991

Les dessins illustrant cet article proviennent de *Chroniques vietnamiennes* n° 8-9, printemps-été 1990.
Pour vous procurer cette revue, écrivez à :
Chroniques vietnamiennes
BP 246 - 75524 Paris cedex 11

19) Doan Kêt n° 421 de février 1990. Sur le Congrès des écrivains, voir également *Chroniques vietnamiennes* n° 8-9, printemps-été 1990.

20) Regroupement des opposants à la guerre qui ne se trouvaient pas dans le projet du Front de libération nationale (FLN) dirigé par le PCV.

21) Voir Doan Kêt n° 428 de novembre 1990.

Guerre et récession



LA RECESSION qui vient n'est pas celle que l'on attendait, et elle arrive plus tard qu'on le pensait. Dès 1985, de nombreuses analyses présentaient la récession américaine comme inévitable. Or celle-ci a été repoussée de cinq ans, et elle n'a pas provoqué une troisième récession généralisée. Le krach boursier d'octobre 1987 avait conduit l'ensemble des observateurs à prévoir, au moins, un fort ralentissement pour 1988. Or, tout au contraire, cette année a été caractérisée par une forte croissance de 4 % de la production pour l'ensemble des pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). De telles erreurs d'analyse doivent être mises à profit pour mieux comprendre la nature de la période ouverte en 1982-83, en s'interrogeant précisément sur les dispositifs qui ont fourni au capitalisme mondial cette capacité d'éviter une troisième récession généralisée, et même d'enregistrer une période de croissance dans la seconde moitié des années 80.

Une récession retardée

La contradiction fondamentale à laquelle se trouvait confronté le capitalisme au début de cette phase opposait profits et débouchés. En pleine période de restructurations et de mutations technologiques, les principaux pays capitalistes engageaient ou approfondissaient un tournant vers des politiques ultra-libérales, visant à freiner la progression du pouvoir d'achat et à la déconnecter des gains de productivité, ainsi qu'à revenir sur les acquis sociaux et autres "rigidités". L'objectif central était le rétablissement d'un taux de profit largement rogné par l'entrée en crise, que les recettes traditionnelles mises en œuvre entre les deux récessions n'avaient pas réussi

L'année 1991 sera, pour le capitalisme international, une année de récession. Mais il ne s'agira sans doute pas d'un processus généralisé, semblable à ceux de 74-75 et de 80-82 : il faut s'attendre plutôt à un enfoncement dans une nouvelle phase de croissance ralentie, qui s'accompagnera, en tout état de cause, d'un surcroît d'austérité salariale et d'une nouvelle montée du chômage. Même si les conséquences de la guerre du Golfe ne sont pas encore toutes connues et quantifiables, elles risquent d'aggraver cette situation.

Christian BARSOC

à restaurer. Mais cette compression des salaires, menée à grande échelle et en même temps par tous les pays, risquait assez vite de déboucher sur un nouvel accident de parcours, résultant pour l'essentiel, cette fois, d'un rétrécissement des débouchés.

La raison fondamentale qui a permis de retarder la récession réside dans la possibilité pour le capitalisme de repousser et de diluer la manifestation de cette contradiction. Il y est d'abord parvenu par une véritable croissance à crédit que se sont permis les Etats-Unis de Reagan, à l'en-

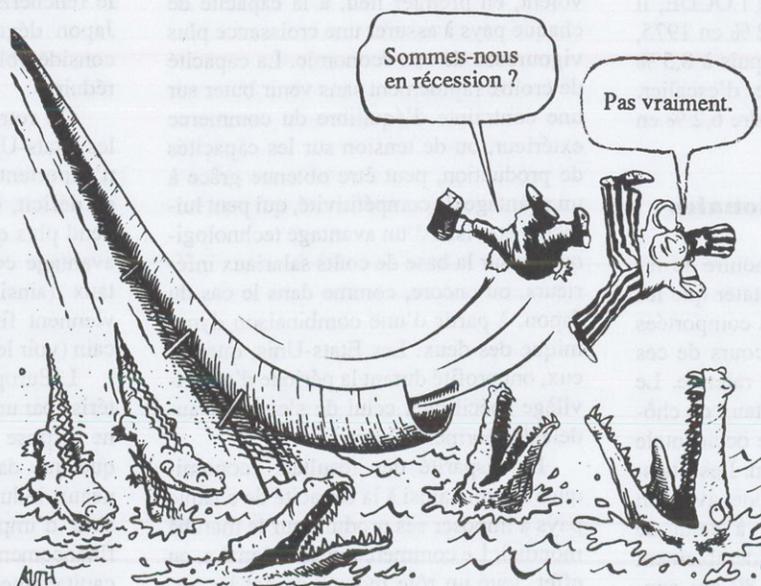
contre même des principes d'orthodoxie dont se réclamait cette expérience. Les années 80 se caractérisent en effet par un creusement spectaculaire du double déficit nord-américain (1) : déficit budgétaire à l'intérieur, étroitement couplé à un déficit commercial à l'extérieur. L'Amérique reaganienne s'est permis une politique économique qui aurait fait pousser des cris d'effroi aux experts du Fonds monétaire international (FMI), chargés d'enca-

dre les pays endettés du tiers monde. Le bouclage du modèle a été assuré principalement par l'afflux de capitaux japonais et, accessoirement, allemands vers les Etats-Unis.

Mais, pour garantir la régularité de cette source de financement, il a fallu que les taux d'intérêt soient poussés à la hausse. L'équilibre précaire du marché financier international n'a pu s'établir qu'à un niveau de taux d'intérêt réels (c'est-à-dire compte tenu de la dérive des prix) absolument démentiel à l'échelle historique, qui s'est évidemment généralisé à l'ensemble des marchés financiers : aucun pays, à moins de réaliser une déconnexion totale du marché financier mondial, ne

peut évidemment conserver un taux d'intérêt durablement inférieur sans se trouver confronté à un mouvement de fuite des capitaux et de perte de valeur de la monnaie.

Face à ce dispositif, les autres pays se sont disposés en fonction de la combinaison de trois paramètres : d'abord, selon leur capacité à exporter sur le marché américain, rendu facilement pénétrable en raison de la hausse du dollar durant la première moitié des années 80 ; ensuite, suivant l'importance de leur en-



1) Voir *Inprecor* n° 318 du 9 novembre 1990.

dettement extérieur, dont la charge augmentait en raison du maintien de taux d'intérêt élevés ; enfin, conformément aux répercussions de ces mêmes taux d'intérêt sur leur conjoncture intérieure.

Le Japon et les "quatre dragons" du Sud-Est asiatique (Hong-Kong, Corée du Sud, Taïwan et Singapour) ont le plus progressé, largement en raison de leur succès à l'exportation. En revanche, les pays endettés et peu industrialisés ont été les plus grands perdants : ils ont souffert des taux d'intérêt ; à partir de 1984, la montée de la charge du service de la dette (intérêts et remboursements) a abouti à ce que, chaque année, les pays capitalistes développés reçoivent plus de capitaux du tiers monde qu'ils ne lui en fournissaient sous forme de prêts nouveaux. En revanche, on peut considérer que les effets sur l'économie européenne sont plus ambigus, notamment en raison du frein que représentent les taux d'intérêts. Particulièrement, pour un pays comme la France, qui, à l'intérieur de la Communauté économique européenne (CEE) et dans le cadre du Système monétaire européen, doit, pour s'aligner sur l'Allemagne, maintenir un taux de change surévalué et un taux d'intérêt élevé.

Pour l'ensemble des pays de l'OCDE, la période 1983-89 a finalement été moins morose que prévu ; on peut la replacer dans une périodisation à moyen terme.

La première récession généralisée (1974-75) a conduit à un net ralentissement de la croissance, qui est passée de 4,7 à 2,8 %. La seconde (1980-82) mène à une nouvelle marche d'escalier. Enfin, la dernière période (1983-89) correspond avec 3,5 %, à une croissance encore inférieure à celle des années d'expansion, mais supérieure à celle de la période 1973-79. Les évolutions du taux de chômage épousent cette même périodisation : pour l'ensemble des pays de l'OCDE, il passe de 3,1 % en 1970 à 5,2 % en 1975, première marche d'escalier, puis à 8,5 % en 1983, deuxième marche d'escalier. Puis il redescend, pour atteindre 6,2 % en 1989.

Les économies nationales

Cependant, comme le montre le tableau ci-contre, on doit constater que les économies nationales se sont comportées de manière différenciée au cours de ces quinze années de croissance ralentie. Le Japon n'a jamais dépassé le taux de chômage jugé normal en Europe occidentale durant les années d'expansion. Les Etats-Unis ont abordé cette période avec un taux de chômage supérieur à celui de l'Europe, qui a ensuite considérablement augmenté ; puis, les années 80 ont con-

Performances comparées des pays capitalistes

	PIB		EMPLOI		TAUX DE CHOMAGE	
	83-89	83-89	1974	1979	1983	1989
AUTRICHE	2,4	0,3	1,1	1,7	3,7	3,2
BELGIQUE	2,2	0,5	2,5	7,5	13,2	8,1
ESPAGNE	3,6	1,2	1,7	8,6	18,2	17,1
FRANCE	2,3	0,1	2,9	6,0	8,4	9,4
ITALIE	2,8	0,5	5,4	7,8	10,0	12,1
NORVEGE	4,1	0,8	1,4	1,9	3,4	5,1
PAYS-BAS	2,4	0,9	1,7	3,5	11,2	7,4
RFA	2,7	0,5	1,3	2,9	6,6	5,6
ROY. UNI	3,5	1,7	2,2	4,5	11,2	6,2
SUEDE	2,5	0,8	1,6	1,7	2,9	1,4
SUISSE	2,5	0,3	0,0	0,0	0,8	0,6
CEE	2,8	0,8	2,6	5,5	10,1	9,0
USA	3,8	2,4	5,6	5,8	9,6	5,3
JAPON	4,4	1,2	1,4	2,1	2,7	2,3
OCDE	3,5	1,5	3,5	5,2	8,6	6,4

PIB : taux de croissance moyen en % 1983-1989

EMPLOI : taux de croissance moyen en % 1983-1989

Taux de chômage standardisé

° Source : OCDE, *Perspectives économiques*, décembre 1990

duit à une baisse de ce taux qui a retrouvé le niveau d'avant la crise. Le Japon et les Etats-Unis se sont ainsi opposés à l'Europe, et notamment à la CEE, où le taux de chômage a considérablement augmenté et n'a que faiblement décéléré après la récession du début des années 80. Cependant, certains petits pays européens, non-membres de la CEE ont obtenu de bons résultats : c'est le cas notamment pour la Suisse, l'Autriche et la Suède.

Ces différences de performances renvoient, en premier lieu, à la capacité de chaque pays à assurer une croissance plus vigoureuse de son économie. La capacité de croître rapidement sans venir buter sur une contrainte d'équilibre du commerce extérieur, ou de tension sur les capacités de production, peut être obtenue grâce à un avantage de compétitivité, qui peut lui-même être issu d'un avantage technologique ou sur la base de coûts salariaux inférieurs, ou encore, comme dans le cas du Japon, à partir d'une combinaison dynamique des deux. Les Etats-Unis, quant à eux, ont profité durant la période d'un privilège spécifique, celui de s'endetter au-delà des normes habituelles.

La disparité des résultats économiques renvoie ainsi à la capacité de chaque pays à imposer ses produits sur le marché mondial. Le commerce international a, en effet, joué un rôle moteur durant les an-

nées 80, puisque les exportations de l'ensemble des pays de l'OCDE ont progressé de 6,4 % en moyenne, entre 1983 et 1989, alors que leur production n'augmentait que de 3,5 %. Le Japon tire évidemment son épingle du jeu, avec une progression moyenne de ses exportations de 6,9 %, sur la base d'une triple avance de compétitivité reposant sur des salaires inférieurs, une productivité en croissance rapide, et sur une supériorité technologique pour des produits en pleine expansion. Malgré le renchérissement progressif du yen, le Japon dégage un excédent commercial considérable, même si celui-ci tend à se réduire.

On retrouve donc l'opposition entre les Etats-Unis, qui importent plus qu'ils n'exportent et fondent leur croissance sur ce déficit, et le Japon qui, au contraire, vend plus qu'il n'achète sur la base d'un avantage concurrentiel, et dont les capitaux (ainsi que ceux de l'Allemagne) viennent financer le déficit nord-américain (voir le tableau de la page 22).

L'Europe dans son ensemble se caractérise par une situation intermédiaire : elle ne dispose d'une suprématie technologique que dans un nombre réduit de créneaux industriels. Elle n'est pas en mesure d'imposer au reste du monde le financement de son déficit. De plus, les capitalismes européens se heurtent, pour

le bradage des acquis, à la résistance des travailleurs et à l'instauration d'un marché du travail à deux vitesses (objectif réel de ce que l'OCDE baptise "ajustement structurel"). Chaque pays se différencie selon divers facteurs (dynamisme démographique, gestion de l'immigration, extension des formes d'emploi précaires, compétitivité industrielle, etc.) qui définissent un mode de reproduction interne de l'économie nationale.

La crise ou les crises ?

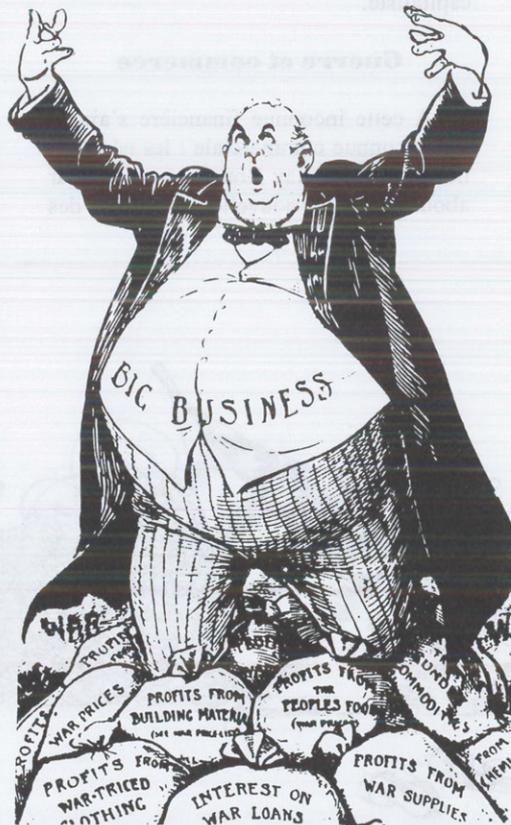
La récession, qui a commencé avant l'invasion du Koweït par l'Irak, est marquée par l'hétérogénéité de la situation des différentes puissances. L'activité reste toujours soutenue en Allemagne : l'effondrement des activités productives de l'ex-République démocratique allemande (RDA), conjugué avec le maintien de la demande des ménages (produit des conditions spécifiques du processus de rétablissement du capitalisme à travers la réunification) fournit un débouché supplémentaire aux industriels de l'ancienne partie occidentale. L'Allemagne ne pourra cependant pas échapper à la perte de dynamisme de l'économie mondiale, mais la croissance devrait rester assez forte : une progression d'environ 3 % du Produit intérieur brut (PIB) est prévue pour l'ex-RFA en 1991 (contre 4,6 en 1990). Le ralentissement de l'économie japonaise devrait être également modéré (le taux de croissance passerait d'environ 6 % en 1990 à moins de 4 %).

En revanche, la tendance est nettement récessive dans les autres pays de l'OCDE. Aux Etats-Unis, seule la demande extérieure, dopée par la baisse du dollar, soutient encore l'activité. La croissance moyenne en 1990 a été de 0,9 % contre 2,5 % en 1989 (et 4,5 % en 1988) ; en fin d'année, la production industrielle a nettement baissé (à un rythme annuel de l'ordre de -4 %) et devrait continuer à le faire durant le premier trimestre 1991. Au Canada et en Grande-Bretagne, la récession est également très sensible : la croissance de la Grande-Bretagne serait quasiment nulle en moyenne annuelle en 1991, et celle du Canada légèrement négative. Quoiqu'à un moindre degré, le climat économique est également morose en Italie, dans l'Etat espagnol et en France : l'activité a nettement décéléré au second semestre 90, surtout dans l'industrie. Dans ces trois derniers pays, le taux de croissance global restera vraisemblablement positif en 1991, mais le pronostic de l'OCDE à la fin 1990 (une croissance de l'ordre de 2,5 % dans ces trois pays), paraît d'ores et déjà

trop optimiste au vu des résultats les plus récents, tout au moins pour ce qui est de la France (la progression du produit intérieur français a été de 3,6 % en 1989 et d'environ 2,5 % en 1990). Dans tous les cas, l'emploi fera les frais du ralentissement.

Toutes les grandes branches industrielles sont touchées par le ralentissement. C'est notamment le cas de la chimie, en expansion forte depuis le début de la décennie, de l'électronique (le ralentissement de la demande est net dans l'informatique) et de l'automobile, dont le marché recule en Amérique du Nord et en Europe occidentale (à l'exception de l'Allemagne). Si les constructeurs d'automobiles japonais et allemands paraissent réussir à se maintenir, les annonces de réduction d'activité se multiplient dans les autres pays, avec leurs conséquences habituelles pour les salariés de la branche.

Quel sera en définitive le degré d'approfondissement de cette récession ? Les



pronostics sont toujours hasardeux mais, dans l'état actuel des éléments disponibles sur la conjoncture, le cas de figure le plus probable est un ralentissement plus limité que les deux précédents survenus depuis le début de la crise, qui s'apparentera aux récessions des années 60 (fin d'un cycle conjoncturel). La principale incertitude porte sur le profil du cycle économique dans la période à venir : "V" ou bien "U" très ouvert ? Autrement dit, l'activité économique connaîtra-t-elle un nouveau rebondissement au second se-

mestre 1991, ou bien s'agira-t-il du début d'une phase assez longue de croissance ralentie ?

Plusieurs éléments tendent à conforter la seconde hypothèse, au moins pour les Etats-Unis. La récession survient en effet dans un contexte où le fort déficit budgétaire américain ne permet pas une politique de relance et où l'endettement est très élevé. Le déficit budgétaire (220 milliards de dollars, pour l'année budgétaire 1990, contre environ 150 milliards, pendant les trois années précédentes) limite les marges de manœuvre de l'Etat fédéral : en dépit du nouveau compromis intervenu à la fin de 1990 entre la présidence et le Congrès, il pourrait continuer à s'accroître du fait de l'incidence du ralentissement d'activité sur les rentrées fiscales, du poids des dépenses liées au renflouement des caisses d'épargne et de la guerre du Golfe. L'endettement du gouvernement fédéral s'accumule et atteint, au troisième trimestre 1990, 58,9 % du Produit national brut (PNB) (contre 37,8 % en 1972), tandis que la charge d'intérêt de la dette publique représente 16,5 % des dépenses budgétaires américaines. Le déficit des paiements extérieurs (en dépit de l'amélioration de la balance commerciale grâce à la dépréciation du dollar) limite, sur le moyen terme, la baisse possible des taux d'intérêt (pour limiter la récession, la Réserve fédérale a procédé à des baisses de taux, à la fin de 1990).

Un système financier fragile

Par ailleurs, trois inconnues majeures sont susceptibles d'entraîner des développements imprévisibles. Il s'agit d'abord de la fragilité du système financier, dont les deux manifestations sont le recul des marchés financiers internationaux et la crise du système bancaire américain.

Tous les grands marchés financiers internationaux ont baissé en 1990. La baisse a été limitée mais significative à Wall Street (-4,3 % pour l'indice Dow Jones, -6,5 % pour le Standard & Poors (2) qui couvre un champ plus large), plus accentuée en Europe (20 à 25 % selon les places) et surtout au Japon (-39 %). Le krach financier de 1987 n'a pas eu de conséquences sur l'économie réelle, mais de ce constat ne résulte pas une loi économique qui dirait que, dans le capitalisme d'aujourd'hui, sphère financière et économie réelle sont désormais indépendantes. Assistons-nous, comme le soutiennent

2) Dow Jones et Standard & Poors sont respectivement les indices boursiers de New York et de Londres.

Balances commerciales *

	1989	1990	1991
USA	-115	-116	-115
JAPON	+ 77	+ 58	+ 60
RFA	+ 77	+ 81	+ 66

* En milliards de dollars
Source : Données et prévisions OCDE

certain, à un simple "dégonflement" d'une bulle financière exagérément développée par rapport aux réalités fondamentales de l'économie — dégonflement au surplus explicable par divers "accidents de parcours" (l'année 1990 a été fertile en scandales boursiers et faillites d'intermédiaires financiers). D'autres observateurs s'interrogent sur la "déévaluation des actifs", mais sans en tirer de conclusions bien claires. Pourtant, classiquement, les actifs se dévalorisent quand il y a risque que les profits qui leur sont attachés ne soient pas aussi élevés qu'escompté. Dans ce cas, il y aurait bien un rapport entre la situation des marchés financiers et le climat économique général, et on ne peut écarter le risque d'un choc en retour sur l'activité, par le biais, notamment, d'une moindre distribution de crédits par les banques. Ainsi, le recul considérable de la Bourse de Tokyo a des conséquences sur le bilan des banques japonaises, ce qui pourrait les amener à restreindre leur distribution de crédit. Quelles peuvent être les conséquences de cette situation pour les entreprises et l'investissement dans un contexte de stagnation des bénéfices et de tassement de la demande mondiale ?

N'existe-t-il pas un risque de ralentissement de l'activité plus long que celui actuellement prévu ?

On mesure mal également l'incidence possible des difficultés du système bancaire américain : 35 parmi les 200 plus grandes banques seraient proches de la faillite. La détérioration de la situation s'explique par la conjonction de la baisse de la rentabilité de leurs activités (en raison de la dérèglementation) et de la situation conjoncturelle (crise de l'immobilier,

récession). Les autorités des Etats-Unis sont dans une situation contradictoire : le contexte impose d'augmenter les ressources du système d'assurance des banques (la FDIC), financées par une cotisation des établissements bancaires, mais un relèvement important du niveau de la cotisation ou des réserves obligatoires accroîtrait les difficultés des banques. On ne peut écarter le risque de crise du système financier nord-américain mais il convient toutefois de garder à l'esprit la moins grande concentration des banques des Etats-Unis. Il y a dans ce pays plus de 12 000 banques contre 400 en France : la portée d'une faillite est donc plus réduite. La manifestation immédiate de ces difficultés est constituée par des restrictions importantes de crédit aux entreprises, mais elles n'ont pas encore débouché sur le "credit crunch" (raréfaction du crédit), redouté par certains économistes, qui paralyserait l'activité car le crédit est un lubrifiant indispensable dans une économie capitaliste.

Guerre et commerce

A cette inconnue financière s'ajoute une inconnue commerciale : les négociations de l'Uruguay Round, menées pour aboutir à une nouvelle réduction des

conflits commerciaux » (*Financial Times* du 26-27 janvier 1991). On peut toutefois douter de la vraisemblance, dans le contexte actuel, d'un tel scénario négatif.

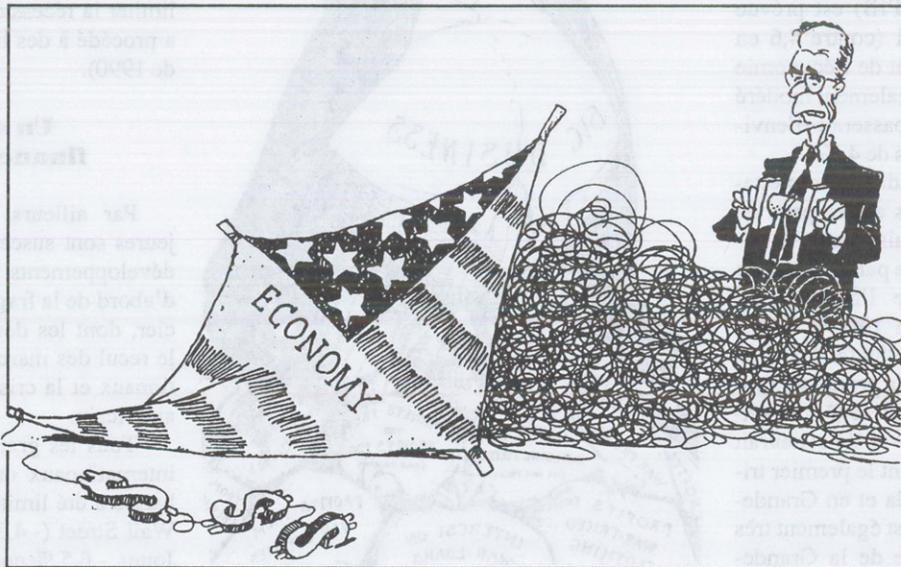
Troisième grande inconnue : la guerre. Les commentaires journalistiques sur la question mettent souvent l'accent sur l'impact récessif d'une hausse importante du prix du pétrole : certes, celle-ci ne s'est pas produite au lendemain du déclenchement des hostilités (ce qui en dit long sur le caractère largement spéculatif de l'évolution des marchés depuis août 1990), mais le risque existe toujours, en cas de destructions importantes infligées aux puits saoudiens ou koweïtiens. De façon moins superficielle, d'autres commentateurs mettent l'accent sur le rôle de soutien de la conjoncture économique du surcroît de dépenses militaires (3).

Un article d'analyse de la situation britannique paru dans le *Financial Times* du 14 janvier 1991, s'intitule ainsi : "La guerre comme substitut à un New Deal". Même si ce titre néglige le fait que la politique de Roosevelt n'a pas suffi à sortir le capitalisme américain de la crise des années 30 et que la Seconde Guerre mondiale y a puissamment contribué, il vend en partie la mèche : la guerre pourrait avoir un impact favorable sur la conjoncture économique à l'instar des conflits coréen et vietnamien.

On peut noter que le discours libéral sur la réduction nécessaire des dépenses publiques s'est estompé depuis août 1990 (soyons sûrs qu'il reviendra quand il faudra discuter des salaires des fonctionnaires et des dépenses de santé et d'éducation). Par ailleurs, il faut s'interroger sur l'impact du fait que, plus que jamais, les Etats-Unis guerroient à crédit : si Japonais et Allemands ne payent pas suffisamment, soit le contribuable américain devra le faire (mais l'augmentation des impôts ne serait pas favorable à la croissance), soit l'Etat fédéral devra s'endetter pour couvrir l'accroissement du déficit (mais cela risque de lui coûter cher).

Quel sera en définitive l'impact de la guerre ? Il est trop tôt pour en pondérer les conséquences multiples, beaucoup de choses dépendront de la durée des hostili-

3) Voir *Inprecom* n° 318 du 9 novembre 1990.



droits de douane sont actuellement dans l'impasse, notamment en raison du conflit entre les Etats-Unis et la Communauté européenne sur le soutien à l'agriculture. Certains milieux patronaux sonnent l'alarme, ainsi un communiqué récent de la Confédération de l'industrie britannique dénonce le risque d'un échec définitif de ces conversations : « Il conduirait à un accroissement dramatique de l'incertitude économique, à la menace de mesures discriminatoires et à une multitude de

choses dépendront de la durée des hostilités, mais retenons que, même dans le "capitalisme tempéré" qui constitue l'horizon indépassable du Premier ministre socialiste français, Michel Rocard, la guerre continue de participer à la régulation du système....

La crise fondamentale du système

Derrière la guerre et la récession, les tendances essentielles continuent en effet à jouer. Des trois contradictions principales du capitalisme mondial, la plus grave par l'ampleur de ses effets porte sur le fractionnement de l'économie mondiale, qui résulte du poids de la dette du tiers monde, des modes de répartition du revenu et, enfin, de la fonction ségrégative des nouvelles technologies. La loi du développement inégal et combiné joue de façon de plus en plus régressive au sein même des pays capitalistes industrialisés et dans les rapports que ceux-ci entretiennent avec les nations dominées. Les pays de l'Est commencent à en expérimenter les effets et il faut prendre la mesure du fait que, pour la première fois depuis longtemps, des zones entières régressent, comme l'Afrique, le Moyen-Orient, une bonne partie de l'Asie (voir l'article de Peter Drew, page 24).

L'éclatement des trajectoires nationales est une autre contradiction essentielle. D'un côté, il y a une tendance claire à la mondialisation : les firmes multinationales en sont les vecteurs actifs, et beaucoup d'entre elles raisonnent d'emblée à l'échelle mondiale. La vitesse de croissance du commerce mondial en fait foi. Mais, dans le même temps, les Etats nationaux continuent à jouer un rôle clé dans la régulation du capitalisme et des relations entre classes et c'est l'une des raisons qui expliquent pourquoi on assiste, dans la période récente, à une désynchronisation des économies nationales, que ce soit entre l'Europe et les Etats-Unis, ou à l'intérieur même du vieux continent.

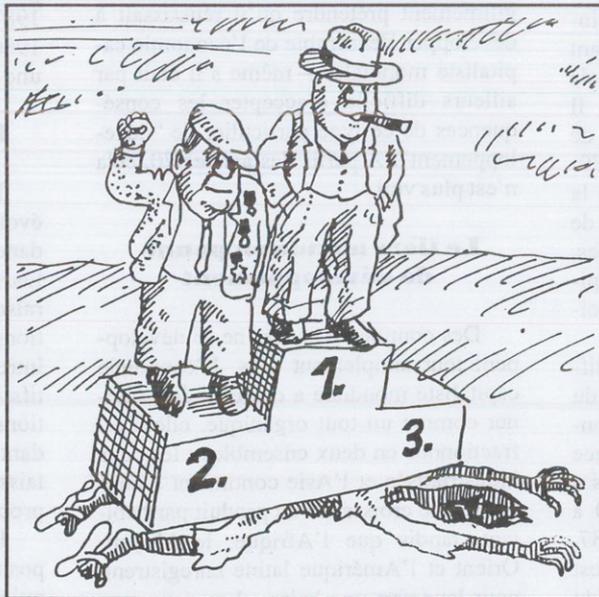
Cette persistance de la dimension nationale explique aussi pourquoi l'Europe tarde à constituer un espace économique homogène, et n'a pu mener à bien une politique de relance coordonnée à l'échelle de la CEE (4).

Le début des années 90 est donc marqué par le retour des difficultés pour le capitalisme mondial. C'est, en réalité, la contradiction fondamentale, entre profits et débouchés, qui refait ainsi surface. Les années 80 ont été celles du rétablissement des profits — sur la base d'une compression des salaires et d'une sévère restructu-

ration industrielle. Les débouchés ont été assurés par l'intensification des échanges mondiaux, par une tendance de plus en plus générale à la distorsion des revenus en faveur des revenus non salariaux, enfin par l'endettement interne et externe des Etats-Unis. Or, ce dispositif est par nature instable, tant dans sa dimension internationale qu'à l'intérieur de chaque pays, et la récession en cours doit être interprétée comme l'entrée en crise de ce montage international. Fondamentalement, elle signifie que le capitalisme mondial a de plus en plus de difficultés à susciter une expansion des débouchés compatible avec la rentabilité du capital et une croissance potentielle très élevée de la production. Si on veut aller à la racine des choses, il faut même parler de crise fondamentale du système, puisque ce qui est mis en cause, c'est le principe même du temps de travail comme critère de rationalité économique.

Pas de miracle à l'Est

La transition effective au capitalisme des Etats bureaucratiques sera plus difficile et longue que ne se l'imaginaient, au début 1990, les chantes du libéralisme.



Lors d'une interview, le secrétaire d'Etat français au Plan, Lionel Stoléru s'avoue « très pessimiste » et déclare en guise de bilan, pour l'année 1990, sur la transition au capitalisme dans les pays de l'Est : « Tout était possible, rien n'a été fait » (5). En réalité, ce n'est pas vrai, des choses ont été faites, notamment dans des pays comme la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie où, au-delà des aléas, le pouvoir politique est aux mains de forces déterminées à réaliser le retour au capitalisme. Mais les difficultés de la transformation des pays d'Europe centrale et

orientale sont bien réelles et signifient, contrairement aux espoirs qui pouvaient régner début 1990, que la dislocation du bloc de l'Est n'aura vraisemblablement pas, à court terme, d'effet d'entraînement sur la conjoncture des pays capitalistes développés (en dehors, naturellement, des conséquences de la réunification allemande) (6).

L'ampleur de la récession (aussi bien dans les pays où la réforme économique a été réellement entreprise que dans les autres) en a fait un débouché limité en 1990 : les exportations de l'OCDE vers les pays européens de l'ex-CAEM (Conseil d'assistance économique mutuelle), sauf la RDA, ont reculé au premier semestre 1990 de 5 % en moyenne par rapport au premier semestre 1989 ; tous les pays de la zone ont moins importé, à l'exception de la Roumanie. En 1991, la situation devrait être analogue : la part des produits importés des pays de l'OCDE s'accroîtra sans que cela corresponde à une hausse en valeur absolue des importations, en raison des problèmes de financement, des politiques de stabilisation et de la poursuite de la récession. Sauf pour l'Union soviétique, dont la hausse du prix du pétrole peut améliorer la situation (dans la mesure toutefois où ses effets ne se voient pas annulés par la baisse de la production).

Par ailleurs, les incertitudes politiques tendent à limiter les perspectives de profit et donc les initiatives des capitalistes privés (entreprises ou banques). Les banques privées tendent à ne plus prêter aux gouvernements des pays de l'Est, sauf garantie d'un Etat occidental : la Deutsche Bank vient ainsi d'annoncer que tout prêt d'une banque allemande à l'URSS était exclu, sauf garantie à 100 % du gouvernement de Bonn. Les statistiques récemment publiées par la Banque des règlements internationaux (BRI) (7) montrent ainsi, au cours des six premiers mois de 1990, une baisse de 5,3 % des prêts bancaires à l'Europe de l'Est. Les entreprises sont prêtes à des opérations d'investissement mais cela représente (sauf exception) des apports limités de capitaux par rapport aux besoins. ★

4 février 1991

4) Voir *Inprecor* n° 308 et 321 des 4 mai et 21 décembre 1990.

5) *Le Figaro* du 2 janvier 1990.

6) Voir *Inprecor* n° 313 du 13 juillet 1990.

7) AGEFI du 8 janvier 1991.

La nouvelle barbarie capitaliste

Il est difficile de rendre compte avec précision de l'ensemble des effets de l'offensive économique impérialiste entamée dans les années 70, surtout depuis l'avènement du "reaganisme" aux Etats-Unis, tant la profondeur de ce mouvement est habilement dissimulée à la conscience de la population des pays impérialistes. Un coin du voile a été soulevé grâce à l'excellent livre de Susan George (*Jusqu'au cou, La Découverte, 1989*), mais celui-ci ne présentait qu'une petite partie de ce qui se passe réellement. Peter Drew tente ici de dresser un tableau du stade actuel de développement du capitalisme.

Peter DREW *



LA PRINCIPALE tendance est le ralentissement progressif de la croissance du Produit intérieur brut par habitant (PIB/t) au cours des trois dernières décennies. Il est, en effet, passé de 2,6 % par an en 1960-70 à 1,6 % en 1970-80, puis à 1,3 % en 1980-87 (période la plus récente pour laquelle on dispose de données). Sur les trente dernières années, la croissance du PIB/t de l'économie capitaliste mondiale a ainsi été réduite de moitié (voir tableau en page 25).

Cette tendance est cependant très différenciée : ainsi, en Asie, la croissance du PIB/t ne s'est pas ralentie, mais a, au contraire, augmenté. Le taux de croissance annuel du PIB/t des pays impérialistes a ralenti, passant de 3,6 % en 1960-70 à 2,3 % en 1970-80 et 2,1 % en 1980-87. Mais le phénomène le plus frappant est que, depuis 1980, le taux de croissance du PIB/t en Afrique, au Moyen-Orient et en Amérique latine est négatif. Le PIB/t, fournissant une indication globale quant à l'évolution des conditions de vie, la baisse constatée dans ces trois régions signifie qu'un processus de paupérisation absolue s'est mis en place (1). Ces taux de croissance négatifs ont été de - 1 % par an pour l'Amérique latine et les Caraïbes, de - 2,2 % pour l'Afrique, et de - 2,7 % pour le Moyen-Orient pour la période 1980-1985. Ceci correspond, sur l'ensemble de cette période, à une baisse absolue du PIB/t de 14 % en Afrique, de 10 % au

Moyen-Orient, et de 7 % pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

Jusqu'à la fin des années 60, toutes les zones du monde progressaient, même si c'était de manière inégale. Dans la période s'étendant des années 50 au début des années 70, le capital pouvait donc légitimement prétendre qu'il réussissait à développer l'ensemble de l'économie capitaliste mondiale — même s'il était par ailleurs difficile d'accepter les conséquences de ce type particulier de "développement". A partir des années 70, cela n'est plus vrai.

Le tiers monde en panne de développement

Des continents entiers ne se développent tout simplement plus. L'économie capitaliste mondiale a cessé de fonctionner comme un tout organique, elle s'est fractionnée en deux ensembles : les pays industrialisés et l'Asie continuent à connaître une croissance du produit par habitant, tandis que l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Amérique latine enregistrent, pour leur part une baisse. Les deux premiers groupes — pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) et d'Asie — tendent d'ailleurs à constituer un ensemble unifié, puisque la croissance rapide d'un petit nombre de nouveaux pays industriels (NPI) d'Asie — Corée du Sud, Taïwan, Singapour et Hong Kong — résulte d'un afflux colossal de capitaux en provenance des pays impérialistes, qui a pu représenter plus de 50 % de leur investissement total. Une telle méthode de croissance reste hors de portée de l'immense majorité de la population mondiale car l'impé-

rialisme ne pourrait disposer des sommes nécessaires : ce n'est donc pas par hasard si tous les NPI sont de petits pays.

La tendance au déclin qui s'est amorcée dans de vastes régions du monde est nette. Il faut souligner qu'il s'agit là d'un processus cumulatif, et pas seulement cyclique, car le cercle de la paupérisation ne cesse de s'étendre : une fois frappée, une région ne peut plus reprendre le dessus.

Le premier continent à avoir enregistré une baisse du PIB/t, et donc une paupérisation absolue, a été l'Afrique. La croissance du PIB/t a cessé en 1974, stagné jusqu'en 1977, et décliné ensuite. En 1987, le PIB/t africain avait baissé de 15 % et était revenu au niveau de 1969 : le continent africain a donc été ramené en arrière de presque deux décennies, en terme de développement économique. La croissance du revenu par habitant au Moyen-Orient a cessé en 1977, et il recule depuis. En 1985, il avait connu un recul de 10 %, revenant à son niveau de 1971 ; une décennie et demie de développement économique ayant été ainsi perdue. Le PIB/t en Amérique latine a atteint un sommet en 1980, puis a baissé de 10 %. La reprise ultérieure a permis de rattraper 4 points, avant la nouvelle vague des programmes d'austérité. Cela donne, en 1987, un PIB/t inférieur de 6 % à celui de 1980, et équivalent à celui de 1977, soit une décennie de développement perdue.

La fin des investissements

Pour mieux évaluer l'impact de telles évolutions, nous allons examiner les tendances du développement en termes absolus. Cela soulève plusieurs problèmes, en raison des dévaluations ou des réévaluations monétaires, ainsi que des distorsions introduites par les structures de prix relatifs de chaque pays. A quelques exceptions près, tous les calculs donnent cependant des résultats convergents et ne laissent donc planer aucun doute sur les processus à l'œuvre.

Les études les plus sérieuses sur les positions économiques relatives s'appuient sur des données en parité de pouvoir d'achat (PPA) prenant en compte les différences de prix relatifs. On ne dispose malheureusement pas de telles données pour l'Afrique et le Moyen-Orient durant une longue période. Cependant, l'économiste Angus Maddison a construit des

* Cet article est une traduction condensée de l'article de Peter Drew "The latest stage in world capitalist development", paru dans la revue anglaise *Socialist Action*, n° 6, février-mars 1990. Traduction et mise en forme de Michel Champfleury.

(1) Voir *Inprecor* n° 313 et 316 des 13 juillet et 12 octobre 1990.

données agrégées portant sur plusieurs pays de l'OCDE, d'Asie, d'Amérique latine et, à titre de comparaison, sur l'Union soviétique (URSS). Ces chiffres concernent 32 pays qui représentent 85 % du PIB mondial et 76 % de la population mondiale.

Commençons par examiner les écarts absolus de PIB/t. En Amérique latine, le PIB/t moyen représentait 41,8 % de celui des pays de l'OCDE en 1900, 44,9 % en 1913, 44,7 % en 1929, 45,3 % en 1950, mais 35,1 % en 1973 et 29,7 % en 1987. En d'autres termes, alors que l'Amérique latine réussissait à combler son retard vis-à-vis des pays de l'OCDE entre 1900 et 1913, maintenait ou améliorait légèrement sa position relative entre 1913 et 1950, le continent a commencé à reculer de plus en plus à partir de 1950. Le PIB moyen par habitant en Asie représentait 26,7 % de celui des pays de l'OCDE en 1900, 24,2 % en 1913, 14,2 % en 1950, 13,5 % en 1973, et 19,1 % en 1987. La position relative de l'Asie par rapport à l'OCDE s'est donc progressivement détériorée entre 1900 et 1950 avec, y compris, une baisse absolue importante entre 1930 et 1940 ; elle a stagné ou baissé entre 1950 et 1973, puis s'est améliorée à partir de 1973. Cette amélioration laisse cependant l'Asie plus loin derrière les pays industrialisés en 1987 qu'en 1900-1929 : en 1900, le PIB/t moyen des principaux pays d'Asie représentait un quart de celui des pays de l'OCDE ; en 1987, il n'en représente plus qu'un cinquième. Si le rattrapage récent de l'Asie est substantiel, il n'a donc pas permis de regagner le terrain perdu depuis le début du siècle.

Le fait qu'il ne s'agisse pas d'un mouvement cyclique mais bien d'un processus cumulatif se trouve confirmé par l'examen de l'investissement, car ce dernier est le moteur de la croissance. Il n'est pas possible pour un pays, ou pour un continent, de se développer, ou de se redresser, sans un niveau élevé d'investissement. Or, les taux d'investissement exprimés en pourcentage du PIB font apparaître un effondrement encore plus marqué que celui du PIB/t dans le cas de l'Afrique et de l'Amérique latine. La formation brute de capital fixe (FBCF) est tombée en Afrique de 31 % du PIB en 1977, à 19 % en 1987. En Amérique la-

Croissance du Produit intérieur brut par habitant

POPULATION	1967-70	1970-80	1980-87
Pays de l'OCDE	662	717	743
Croissance du PPT supérieure à celle de l'OCDE	530	604	167
Croissance du PPT inférieure à l'OCDE mais non négative	979	1192	1492
Croissance du PPT négative	60	189	774
Total des pays capitalistes + Chine	2231	2702	3176

Population fin de période, en millions.
PPT : PIB par tête
° Sources : FMI, Banque Mondiale

tine, cette proportion est passée de 25 % du PIB en 1974, à 18 % en 1987. Les données concernant le Moyen-Orient montrent une baisse de 31 % en 1983 à 26 % en 1985, et les données par pays indiquent qu'après 1985 la chute a été encore plus marquée. La proportion du PIB consacrée par les pays d'Asie à la FBCF était, au début des années 60, la plus basse de tous les continents. Par la suite, le taux d'investissement a vivement augmenté au cours des années 70, atteignant 28 % en 1981, et encore 25 % en 1986.

L'écart se creuse entre riches et pauvres

Si l'on considère maintenant les pays, et non plus les continents, trois tendances apparaissent :

- L'inégalité économique internationale a atteint, à la fin des années 80, son point le plus élevé dans l'histoire de l'humanité.

- Le nombre de pays conservant leur position par rapport aux pays industrialisés, en termes de PIB/t, s'est réduit des trois quarts au cours des années 80.

- Le nombre de pays connaissant un recul absolu de leur PIB par tête a quadruplé depuis les années 60, et la population concernée est passée de 60 à 774 millions depuis les années 60, soit plus du double de celle de l'Europe de l'Ouest.

En ce qui concerne le développement à long terme de l'inégalité économique, l'étude de Maddison fait autorité car elle s'appuie sur les meilleures données. Sa conclusion est la suivante : « Le niveau moyen du PIB/t dans l'OCDE représentait à peu près cinq fois celui de l'Asie et trois fois celui de l'Amérique latine en 1900, mais ces disparités se sont creusées depuis. En 1987, l'écart entre le pays le plus pauvre et le pays le plus riche allait

de 1 à 36 ; en 1900 la différence était beaucoup plus réduite : de 1 à 8. »

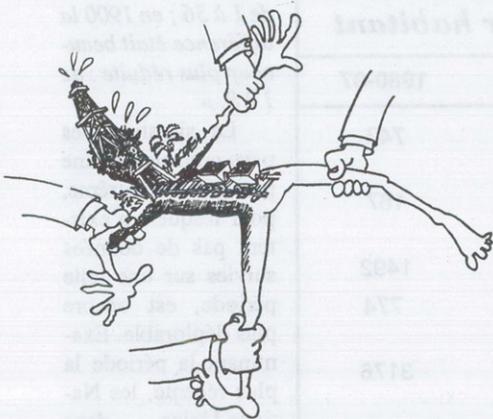
La situation des pays connaissant une pauvreté extrême, pour lesquels n'existent pas de données suivies sur une telle période, est encore plus déplorable. Examinant la période la plus récente, les Nations-Unies, dans leur rapport de 1989, concluaient : « L'écart entre ceux-ci [les pays les plus pauvres, ndlr] et les

pays les plus riches est en train de se creuser. Le revenu moyen par tête des pays industrialisés représente environ cinquante fois celui des pays les moins développés. »

Des études de la Banque mondiale, menées sur la période d'après-guerre, montrent qu'en 1967 le rapport du PIB/t du pays le plus riche (les Etats-Unis) au pays le plus pauvre (le Rwanda) était de 82 à 1. En 1987, ce même rapport, cette fois entre Etats-Unis et Ethiopie, est de 130 à 1.

Pour les années 1960-1970, 13 pays, regroupant 60 millions de personnes, soit 2,7 % de la population des économies capitalistes, ont connu un recul du PIB/t. Pour 1970-1980, ce nombre est passé à 26 pays, totalisant 189 millions de personnes, représentant 7 % de la population des pays capitalistes. Pour 1980-1987, leur nombre s'est élevé à 59, avec une population totale de 774 millions de personnes, soit 24,4 % de la population des pays capitalistes. A l'intérieur de celle-ci, le nombre de ceux qui souffrent d'un recul du niveau de vie a augmenté, passant d'une personne sur 37 à une sur 4 (voir tableau ci-dessus).

Quant aux pays progressant autant que les pays industrialisés, leur nombre s'élevait à 24 en 1967-70 et à 35 en 1970-80, pour retomber à 14 en 1980-1987. La population concernée a baissé encore plus nettement, passant de 604 millions en 1970-1980 à 167 millions en 1980-87. Bref, les NPI, qui rattrapent effectivement les pays industrialisés, ne reflètent pas une tendance généralisée mais apparaissent comme autant d'exceptions à la règle. A part ces "miracles" économiques d'Asie du Sud-Est, le nombre d'Etats améliorant leur position économique relative a brutalement chuté et regroupe, pour l'essentiel, des pays recevant une aide étrangère massive (Egypte), se remettant



d'une catastrophe économique (Somalie) ou disposant de petites économies extrêmement spécialisées (Bahamas, Barbades, Seychelles, Oman, etc.).

Barbarie capitaliste

L'ensemble de ces données nous permet de synthétiser la situation de l'économie mondiale capitaliste depuis le début des années 80 quant aux conditions de vie de la population des pays capitalistes. Leur trait principal est la croissance rapide de la proportion de ceux pour lesquels se creuse l'écart avec les conditions de vie des pays impérialistes, ou qui connaissent un recul net de leur PIB/t. Ces deux catégories réunies sont passées de 47 % de la population du monde capitaliste en 1967-1970 à 71 % en 1980-1987.

La logique de la phase actuelle du développement capitaliste est donc claire : loin d'ouvrir une nouvelle période de libéralisation et de progrès, le capitalisme a développé ses tendances les plus barbares depuis la période 1930-1940. Il a cessé de faire progresser l'économie mondiale comme un ensemble relativement unifié et entrepris un assaut sans précédent en direction de l'Afrique, de l'Amérique latine et du Moyen-Orient, s'accompagnant d'une vague croissante de paupérisation relative et, pour la première fois depuis 1945, d'une extension considérable de la paupérisation absolue.

Rien ne saurait être plus éloigné de la vérité que l'idée selon laquelle nous serions en train d'assister à une nouvelle expansion du capitalisme libéral. Ce qui se passe c'est, au contraire, la vague d'attaques impérialistes et de paupérisation la plus importante depuis la Seconde Guerre mondiale. Après avoir déferlé sur trois continents, le capital se tourne maintenant vers l'Europe de l'Est. Ce qui se développe n'a rien de commun avec un quelconque "libéralisme" : il s'agit plutôt d'une nouvelle barbarie. ★

Février 1990

L'affaire Gladio

Depuis l'automne 1990, la vie politique italienne est dominée par les révélations sur certains aspects parmi les plus obscurs et suspects des coulisses du pouvoir, par ce que les médias ont désormais appelé l'"affaire Gladio".

Enzo TRAVERSO *



UNE ENQUÊTE a été ouverte. Un document officiel, envoyé le 19 octobre 1990, au Parlement par le chef du gouvernement, Giulio Andreotti, révèle l'existence d'une structure clandestine (secrète, mais non pas illégale) dont le nom, *Gladio* (glaive), évoque un des symboles de la République de Salò (le régime dirigé par Mussolini dans les régions du nord de la péninsule italienne occupées par les nazis, entre 1943 et 1945).

Il s'agit d'un "réseau occulte de résistance" créé, pendant les années de la guerre froide, afin de faire face à une éventuelle attaque des troupes du Pacte de Varsovie. Cette organisation, qui avait pour but d'intervenir en cas d'occupation ennemie, était préparée à récolter des informations, développer la propagande anti-communiste, organiser des actions de sabotage et de guérilla. Fondée en 1951, elle a été placée sous le contrôle des services secrets en 1956, et restructurée en 1980. Elle disposait, par ailleurs, d'un équipement militaire considérable.

En réalité, le document présenté au Parlement par le chef du gouvernement ne dit presque rien de nouveau et ne fait que confirmer ce que l'on savait ou l'on soupçonnait déjà, y compris dans l'opinion publique. Gladio n'est qu'un fragment, "nettoyé", pour être plus ou moins présentable, d'une structure beaucoup plus vaste, articulée et compromettante, liée aux appareils de l'Etat, qui a été une composante active et importante de la vie politique italienne pendant les 35 ou 40 dernières années.

La nouveauté réside ailleurs : c'est la première fois qu'un représentant du gouvernement, et notamment le chef du cabi-



net, admet ce qui, pendant très longtemps, avait été nié avec obstination. Il faudrait dire plus précisément qu'il s'agit de la deuxième fois : déjà au mois d'août 1990, Andreotti avait fait référence à ce réseau, devant le Parlement, en affirmant cependant qu'il aurait été dissout en 1972, alors que, selon toutes les informations maintenant disponibles, Gladio a survécu jusqu'à novembre 1990 et serait aujourd'hui suspendu en attendant des jours meilleurs. Le 7 janvier 1991, la presse italienne a publié une liste détaillée de 577 personnes ayant appartenu à cette organisation.

Les liaisons dangereuses

Pendant les années 70, l'idée qu'il existait un lien entre les massacres (les bombes à la Banque de l'agriculture à Milan en 1969 ; lors d'un meeting antifasciste à Brescia en 1974 ; et dans les trains, à plusieurs reprises), les fascistes et l'Etat était assez répandue, surtout dans les grandes villes du Nord. Plus tard, la naissance de groupes armés de gauche, comme les Brigades rouges, a été utilisée pour imposer la vision du terrorisme qui serait une nébuleuse indistincte et sans coloration précise. Ensuite, le recul politique et culturel de ces dernières années a éteint la mémoire d'une période de l'histoire italienne où la méfiance vis-à-vis de l'Etat paraissait tout à fait légitime.

La gravité des déclarations d'Andreotti, reconnaissant l'existence d'une telle structure, ne réside pas seulement dans le caractère inconstitutionnel de l'organisation apparemment innocente qu'il a décrit. Si l'on considère les circonstances de ses révélations, l'organisme devant lequel elles ont été faites (la commission parlementaire enquêtant sur les massacres cités plus haut), ainsi que la barrière de se-

* Cet article a été rédigé à partir d'un dossier paru dans *Bandiera Rossa*.

crets d'Etat, de protections et de dépistages dont l'organisation a bénéficié jusqu'à présent, ce que le chef du gouvernement a écrit apparaît comme une confirmation officielle et publique.

Or, la thèse de la nature défensive de Gladio (contre l'éventualité d'une invasion ennemie) n'est absolument pas crédible. Peut-on croire que, en dépit de ses réseaux d'information, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) craignait une invasion soviétique dans un territoire que les accords de Yalta avaient attribué à l'Occident, et cela en 1951, en 1956, en 1972 et en 1980 ? En réalité, cette structure clandestine a été créée pour empêcher l'entrée au gouvernement du Parti communiste italien (PCI), qui s'appuyait sur le plus important syndicat italien et tirait sa force d'une phase de luttes massives et radicales. C'est ce que reconnaît le directeur du principal quotidien italien, Eugenio Scalfari : « *Il apparaît désormais avec une clarté dramatique ce que nous répétions depuis longtemps, à savoir que les différents projets appelés Solo, Gladio et Sigma ne sont qu'un seul et même ensemble de structures militaires et paramilitaires, extérieures aux institutions publiques de sécurité et visant à empêcher et, si nécessaire, à réprimer l'accès au pouvoir du Parti communiste italien* » (*La Repubblica* du 16 novembre 1990).

On voit aussi, avec la même clarté dramatique, que les massacres, les gens déshabillés dans les trains, le terrorisme contre le mouvement ouvrier, les espions et les néo-nazis ont été des options encouragées par le régime de la démocratie-chrétienne, dans l'après-guerre, afin de défendre les intérêts de classe du système qu'elle représente.

La toile d'araignée

Depuis des années, toutes les enquêtes parlementaires sur les massacres, les tentatives de coups d'Etat et les complots de la Loge P2 (loge maçonnique anti-communiste, infiltrée en profondeur dans l'appareil d'Etat) sont dévoyées ou paralysées par l'intervention d'une organisation clandestine — qui a changé mais dépend toujours du même pouvoir — située à mi-chemin entre l'OTAN et les services secrets. Là se cachent les structures illégales, militaires et paramilitaires, mentionnées par Scalfari. Déjà en 1974, enquêtant sur les activités d'une organisation d'extrême droite, la *Rosa dei Venti* (Rose des vents), le juge de Padoue, Gio-

vanni Tamburino avait découvert que cette dernière était liée à une structure clandestine des services secrets. L'un de ses responsables, l'assassin Gianfranco Bertoli, exécuté du massacre de la rue Fatebenefratelli, à Milan, figure aujourd'hui dans la liste des membres de Gladio. Il est inutile de préciser que l'enquête fut soustraite au juge de Padoue et transférée à Rome, où elle n'avança plus d'un pouce. On pourrait citer plusieurs autres exemples de ce genre.

Un autre élément mérite d'être précisé. Dans certains milieux de gauche, et notamment autour du journal *Il Manifesto*, l'affaire Gladio a été interprétée comme la preuve de la « *souveraineté limitée* » de l'Etat italien et de sa dépendance à l'égard des Etats-Unis. Il s'agit d'un lieu commun totalement faux. C'est vrai que le document d'Andreotti parle d'un « *organisme militaire, institué dans le cadre de l'OTAN* » et il est bien connu que ce dernier a élaboré plusieurs plans



d'intervention contre le « danger communiste ». On sait, par exemple, que les membres de certains groupes terroristes d'extrême droite, responsables de ladite « stratégie de la tension » durant les années 70, ont été recrutés par les services secrets et formés dans la base de l'OTAN de Capo Marrangiu. Mais il ne s'agit que d'éléments secondaires.

Si l'on pense aux temps et aux formes de l'activité des services secrets, aux intérêts qu'ils ont défendus et couverts et aux décisions politiques qui déterminent les changements au sein de la hiérarchie militaire, alors il devient absolument évident

que l'affaire Gladio est surtout une affaire nationale. Le cadre international dans lequel elle se situe s'explique par ses ramifications et ses répercussions, mais n'en constitue pas l'origine. Les Etats-Unis et l'OTAN peuvent avoir collaboré, mais toutes les décisions opérationnelles concernant Gladio ont été prises au niveau national.

Gladio contre la gauche

En conclusion, comment expliquer l'existence d'une telle structure clandestine ?

Dans les décennies suivant la Seconde Guerre mondiale, le développement économique, le changement du rapport de forces entre les classes sociales, la montée des syndicats et des mouvements de gauche dans les pays capitalistes avancés ont produit des processus de démocratisation qui ont remplacé les dictatures de l'entre-deux-guerres. Mais il y a eu aussi le fascisme dans l'Etat espagnol et au Portugal jusqu'aux années 70, la Grèce des colonels, et l'Italie de Gladio, avec ses massacres et ses coups d'Etat avortés.

Dans ce dernier pays, le secteur principal des classes dominantes a choisi d'utiliser la « stratégie de la tension », de se servir de la provocation et de la menace, sans modifier le cadre institutionnel démocratique, et en utilisant avec modération les appareils répressifs de l'Etat. Il aurait semblé plus « convenable » d'attendre que les syndicats et le PCI parviennent à contrôler l'élan anticapitaliste de la classe ouvrière et des autres mouvements sociaux, mais si cette dynamique se révélait incontrôlable par les directions réformistes ? Alors il aurait fallu envisager d'autres possibilités. Un coup d'Etat, un affrontement généralisé avec les appareils de répression ne pouvait pas être exclu *a priori*.

La leçon de l'affaire Gladio est claire et remet en cause toute la politique suivie par la gauche italienne officielle depuis la fin de la guerre : si l'on veut bâtir une société qui ne soit plus dominée par le profit et où il n'y ait plus de division entre exploités et exploités, alors il faut forcément s'affronter aux appareils répressifs de l'Etat. ★

Décembre 1990

PANAMA

Un canal à l'ombre des yankees

Treize mois après l'invasion militaire de Panama par les Etats-Unis (qui, sous ses dehors de "frappe chirurgicale", s'est soldée par la mort de plus de 4 000 civils panaméens), sous le prétexte de chasser le général Noriega, accusé de trafic de drogue (voir *InpreCOR* n° 300 du 12 janvier 1990), la grogne populaire face à la dégradation économique va grandissant. Des barricades ont refait leur apparition dans la capitale, lors de la grève du 5 décembre 1990, malgré une féroce répression policière.

Le chômage touche actuellement 25 % de la population, et le gouvernement fantoche de Roberto Endara, président arrivé dans les bagages des *marines* américains, a annoncé une nouvelle vague de licenciements dans l'administration, qui devrait concerner 500 personnes, accusées d'avoir participé aux débrayages ; 40 % des Panaméens vivent en dessous du seuil de pauvreté. L'ambassade des Etats-Unis, qui fait la loi, a déclaré que les programmes sociaux du pays devraient être drastiquement réduits. La croissance économique n'a pas dépassé 6 %, selon des sources officielles, alors que les dépôts dans les banques ont augmenté de 26 %.

Le mécontentement social s'est cristallisé lors des élections législatives partielles du 27 janvier 1991. A cette occasion, la coalition qui soutenait le président Endara a éclaté. Le Mouvement libéral républicain nationaliste (MOLINERA), le Parti libéral authentique (PLA) et le Parti Arnulfista (PA), qui accusaient le président de n'être qu'une marionnette des Etats-Unis, se sont alliés avec l'ancienne formation de Noriega, le Parti révolutionnaire démocratique (PRD, fondé par le général Omar Torrijos) et ont raflé 40 % des voix, devançant la coalition au pouvoir, l'Alliance démocrate-chrétienne (ADOC) d'Endara, dans six des neuf provinces du pays. ★

RWANDA

La mort comme réquisitoire

Le 22 décembre 1990, 1 566 détenus politiques devaient être jugés au Rwanda, dans des conditions qui relèvent de la mascarade judiciaire. Suite aux protestations exprimées par l'opinion internationale, le procès fut reporté au 9 janvier 1991. Mais, le 3 janvier 1991, la radio rwandaise annonçait que 13 détenus avaient déjà été jugés.

Ces 13 détenus, jugés devant la cour de sûreté de l'Etat, sans aucune assistance juridique et en l'absence de tout observateur indépendant, sont de jeunes paysans du Nord-Est du pays. Pour 12 d'entre eux, le ministère public a requis la peine de mort ; et 20 ans de prison ferme, pour le dernier.

Ce procès annonce ce qui attend les milliers d'hommes, de femmes et d'enfants arrêtés lors de rafles massives visant les sympathisants présumés du Front patriotique rwandais-inkotanyi en lutte contre la dictature présidentielle, depuis octobre 1990 (voir *InpreCOR* n° 317 du 26 octobre 1990).

Les 1 566 détenus politiques, ainsi que des milliers d'autres (9 256 à la fin d'octobre 1990), sont accusés indistinctement : d'avoir exprimé une opinion contraire à la ligne officielle du parti unique ; d'avoir effectué un séjour récent en Ouganda ; de suivre un entraînement aux sports de combat.

Le déroulement de ces procès politiques est une violation flagrante des principes et des règles du droit, tandis que se multiplient rafles, procès politiques expéditifs et massacres dans la population civile, et notamment dans les milieux paysans, soupçonnés de sympathie pour l'opposition. ★



CHINE

Les procès de Pékin

Dix-huit mois après le formidable mouvement démocratique chinois, brutalement réprimé, les autorités de Pékin ont profité de la guerre du Golfe pour ouvrir, presque en secret, les procès des principaux leaders du Printemps de Pékin. Le 5 janvier 1991, neuf étudiants, anciens dirigeants du mouvement démocratique de mai 1989, ont été condamnés à des peines relativement clémentes, compte tenu du chef d'accusation (« *Incitation à la subversion à l'encontre du gouvernement populaire et au renversement du régime socialiste* »), allant de deux à quatre ans de prison. Le 23 janvier 1991, le procès de Wang Dan, leader étudiant du mouvement, poursuivi « *pour propagande contre-révolutionnaire et agitation* », s'est soldé par une condamnation à quatre ans de réclusion.

La clémence de ces premières peines contraste avec la brutalité de la répression qui avait suivi les événements du nouveau Mai chinois (le massacre de la Place Tiananmen, les exécutions sommaires d'ouvriers dans les semaines suivantes) ; celle-ci a d'ailleurs été démentie par le dernier procès de quatre intellectuels, à Pékin, le 12 février 1991, qui a condamné Chen Ziming et Wang Juntao, anciens directeur et rédacteur en chef de l'*Hebdomadaire économique*, à treize ans de prison ferme.



Malgré un blocus économique voté à l'Organisation des Nations-Unies (ONU), les gouvernements occidentaux, prompts à défendre, de manière virulente, la démocratie au Moyen-Orient avaient très rapidement repris des relations normales avec les autorités chinoises.

Tandis que l'opinion publique internationale regarde vers les eaux du Golfe, le vote par les autorités chinoises des résolutions de l'ONU approuvant le recours à la force contre Saddam Hussein leur a laissé les mains libres pour ouvrir discrètement ces procès, quelques jours avant l'ultimatum du 15 janvier 1990. ★

LES NOTRES

Décès de Tran Van Sam

Notre camarade vietnamien Tran Van Sam est décédé à Paris au début du mois de décembre 1990. Né en septembre 1919 dans le centre du Viêt-nam, il est arrivé en France parmi les 15 000 travailleurs vietnamiens requis par l'administration française pour la guerre. En août 1944, à la faveur de la Libération, il s'est engagé dans la création des Comités de lutte des travailleurs vietnamiens des camps, en France. Mobilisation qui a donné naissance à un mouvement politique de grande envergure, qui a abouti, en décembre 1944, à la formation de la Délégation générale des Indochinois en France, représentant 20 000 Vietnamiens.

Il a participé, en janvier 1945, à la constitution du premier groupe politique, "La lutte", animé par des trotskystes, puis a été élu membre du comité exécutif du Comité central des travailleurs vietnamiens en France. Après le rapatriement de la majorité des travailleurs vietnamiens, il a participé à la création de l'Association des travailleurs vietnamiens en France.

Lors du conflit qui opposa Staline et Tito, alors que la presse vietnamienne du Parti communiste vietnamien (PCV) déversait, en France, des insultes et des calomnies sur Tito et la Yougoslavie, il prit résolument la défense de la Yougoslavie, tout en se réservant le droit de critique vis-à-vis de la politique titiste.

Depuis la constitution du groupe trotskyste vietnamien en France, il a toujours été au premier rang du combat pour la défense du trotskysme et de la IVe Internationale. ★

INpreCOR

